35¢

CITÉ LIBRE

XIIe année, No 37 MAI 1961 NOUVELLE SÉRIE

L'ÉCOLE LAÏQUE

Réginald Boisvert (p. 17)
et Gérard Pelletier (p. 20)

●

Castro a-t-il trahi sa révolution?

(lire en page 28 l'article d'Adèle Lauzon)



SOMMAIRE

Sommaire

La maquette typographique est de Gilles Robert

XIIe année, No 37
Mai 1961

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur:
Gérard Pelletier

Directeur-adjoint:
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaire de la rédaction:
Jacques Hébert

●

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
l'Imprimerie Judiciaire Enrg.

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

Service des abonnements:
Périodica Inc.
5090, av. Papineau
Montréal 34 — LA 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Agence de Distribution Populaire
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

CITÉ LIBRE
NOUVELLE SÉRIE

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 18 novembre 1960, est formé des personnes suivantes:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler
VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson
SECRÉTAIRE :
Claude Longpré
TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

DIRECTEURS :
Benoit Baril
Jacques Hébert
Edgar Lespérance
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
J.-Z.-Léon Patenaude, président
Jeanne Lapointe
Roland Parenteau
ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay
VÉRIFICATEUR :
Bernard Dubé, C.A.



Cité Libre et ses lecteurs

Gérard Pelletier

ILS sont venus nombreux, l'autre semaine, à notre première journée d'étude, si nombreux que nous ne savions plus s'il fallait nous réjouir de leur nombre ou leur reprocher, au contraire, d'avoir débordé les cadres de notre organisation trop sommaire. Jacques Hébert aime répéter que le malheur de *Cité libre* c'est d'être dirigée par des gens qui ne croient pas assez à ce qu'ils font. En voyant quelque 600 personnes remplir le grand salon du Centre social universitaire, j'inclinais, ce jour-là, à lui donner raison, c'est-à-dire à nous blâmer sévèrement de n'avoir prévu qu'une rencontre quasi familière avec deux ou trois cents personnes.

Ce que les journaux n'ont pas rapporté, il convient de le signaler ici sur le mode autocritique: cette vaste assemblée nous ayant pris au dépourvu, rien n'était en place pour lui permettre de s'exprimer. L'ordre du jour manquait de rigueur; certaine commission, trop nombreuse, dut siéger debout dans un local inadéquat; l'encadrement des groupes était insuffisant pour assurer un minimum de procédure et, pour comble de malheur, un seul micro, planté au coeur de la salle, exigeait des participants qui voulaient s'exprimer une audace quasi héroïque...

Devrais-je pousser l'humiliation jusqu'à confesser que l'esprit de cette rencontre, pour ce qui nous concerne, fut surtout l'esprit d'escalier? Dès le lendemain, nous nous sentions remplis d'idées originales sur la façon d'animer une journée de lecteurs! Nous songions à une série de confrontations entre chaque rédacteur responsable de rubrique et le groupe des abonnés intéressés à ce sujet. Nous divisions la séance en deux parts: critiques et suggestions. Nous prévoyions encore des exposés précis de nos projets. Nous...

Mais tout cela se rapporte à notre prochaine rencontre. La première est révolue. Une fois battue notre coulpe, il ne reste plus qu'à dégager les éléments positifs de cette expérience.

Le premier et sans doute le plus impressionnant, c'est la confiance manifestée par nos lecteurs à l'endroit de *Cité libre,* non pas à une équipe ni à des individus, mais à l'institution elle-même (si j'ose utiliser ce terme inflationnaire) au point de cristallisation qu'elle constitue pour un certain nombre d'inquiétudes et d'idées. Le programme qu'en quelques heures nous a tracé cette assemblée, les besognes qu'elle nous a assignées ont de quoi nous réjouir, par la confiance qu'ils révèlent, mais nous effrayer aussi par leur ampleur tout à fait démesurée. On pourrait, en pessimiste, estimer que nos lecteurs cherchent à rejeter sur le premier groupe venu le poids des tâches dont ils saisissent l'urgence. Je préfère toutefois une interprétation plus optimiste et veux voir dans la montagne de suggestions qu'il nous ont faites l'impatience d'avancer, la conscience du temps qui fuit et des tâches urgentes. J'aurais été beaucoup plus inquiet, jusqu'à flairer l'échec et redouter le pire, si nos lecteurs rassemblés avaient tenté l'opération freinage. La première qualité d'un public lecteur, pour une revue comme la nôtre, c'est le sens du mouvement et du risque. En cette matière, le contact avec nos lecteurs nous a pleinement rassurés, c'est-à-dire qu'il nous a poussés en avant vers de nouveaux projets.

• • •

Je ne saurais reprendre ici la matière des discussions qui occupèrent cette journée. L'improvisation tient trop de place et les interventions restent trop touffues pour qu'il soit possible d'en dégager autre chose que des orientations générales.

Signalons toutefois que les jeunes présents à la rencontre ont déploré le peu d'espace occupé dans *Cité libre* par les articles de leurs contemporains — et bravement accepté le défi de l'équipe: invités à remplir eux-mêmes plus d'espace dans la revue, ils ont déjà entrepris des contacts qui devraient aboutir, l'automne prochain, à la publication d'un numéro spécial sur les préoccupations actuelles des moins-de-trente-ans.

Au niveau politique, lecteurs et rédacteurs ont dissipé une inquiétude exprimée par certains. *Cité libre* allait-elle abandonner sa fonction critique à l'endroit du gouvernement libéral au pouvoir à Québec? Allait-elle au contraire appuyer le Nouveau Parti?

L'examen de ces deux questions a eu le mérite de dissiper une équivoque. Ceux qui se persuadent que la revue est passée au camp gouvernemental *parce qu'elle n'a pas pris fait et cause pour le N.P.* sont évidemment difficiles à détromper. Ceux qui, au contraire, interprètent, depuis juin, toutes les réserves formulées à l'endroit des Libéraux *comme autant d'adhésions formelles au N.P.* sont tout aussi inquiets. Mais nous sommes là en pleine partisanerie: ce n'est pas notre rayon.

La majorité des lecteurs, comme la plupart des rédacteurs, a fort bien compris, au contraire, qu'une revue d'idées ne saute pas à la gorge d'une équipe gouvernementale nouvelle avant de connaître le chemin qu'elle va prendre. On a compris, également, qu'une formation politique non encore portée sur les fonts baptismaux ne commandait pas fatalement l'adhésion immédiate d'une publication qui prétend juger les choses avec un certain recul. Mais il fut rappelé que *Cité libre* a ouvert ses colonnes à plusieurs adhérents du parti nouveau — et publié sans doute plus de textes à ce sujet que n'importe quel autre mensuel, sauf les publications du N.P. lui-même.

Bref, nos lecteurs, sans ménager leurs critiques, ont voté la confiance à l'orientation générale de la revue. On a souhaité une présence plus vigilante encore aux nouvelles vagues idéologiques, une analyse plus serrée des courants nouveaux qui, depuis le 22 juin dernier, se manifestent dans notre milieu. Mais personne, sauf erreur, n'a manifesté l'inquiétude qu'exprime Pierre Vadboncoeur dans son excellent article de la présente livraison.

D'après lui, *Cité libre* n'aurait plus souci que de *répandre* ce que naguère elle *manifestait?* Ou bien cette formule est creuse, ou bien elle nous accuse de vivre sur l'acquis, refusant désormais d'assumer de nouveaux risques, d'explorer de nouveaux problèmes, de pousser plus avant la recherche entreprise. Cette allégation est-elle justifiée par les faits?

Je me permets d'en douter. C'est à la nouvelle série de *Cité libre* que Vadboncoeur en a, peut-être par un penchant naturel aux hommes de gauche, et qui les porte à bouder tout succès (Si ça réussit, ce n'est pas "pur") peut-être plus simplement par mauvaise mémoire. Après *Mgr Charbonneau et l'opinion publique dans l'Eglise* (janvier 1960), *Athéisme ouvert ou athéisme caché* (mars), *Un moyen satellite* (avril), *La notion d'opposition* (mai), *Les dessous de la censure* (juin), *Une Afrique possible* (septembre), *Feu l'unanimité* et *Requiem pour une clique* (octobre), *La suprématie occidentale* (novembre) etc., je ne vois pas que la nouvelle série de *Cité libre* ait cessé de *manifester.* L'effort reste difficile, ardu et le résultat bien au-dessous de notre ambition intérieure. Mais il reste le même.

★

Je voudrais parler à un homme

Jacques Tremblay

Avec toute l'incrédulité possible, garder la foi, voilà l'homme de l'avenir. Au contraire il faut dire d'un fou qu'à force de crédulité il a perdu la foi. Cette opposition fait un texte suffisant pour toutes nos pensées; qui démêle cela est un bon conseiller et précieux ami.

ALAIN

Avant-propos

THÈSE ET ANTITHÈSE

DANS *Cité Libre* (oct. '60 et jan. '61), Gérard Pelletier enregistre le décès de l'unanimité canadienne-française et, du même coup, la naissance du pluralisme. Il exprime ensuite l'espoir de voir les croyants et les incroyants, se respectant mutuellement, rester solidaires pour notre libération sociale par la mort du cléricalisme. Voilà la thèse. L'antithèse est présentée par monsieur Pierre Charbonneau, dans la livraison de décembre de la même revue. Monsieur Charbonneau juge l'oeuvre, les intentions et la personne de son interlocuteur. Une telle amorce est un refus de collaborer. Lorsqu'on accepte de collaborer, on ne juge pas ses collaborateurs. Monsieur Charbonneau semble prêt à poser le ridicule du côté des croyants, et des croyants seulement. Il leur refuse l'avenir. Il sait, de science certaine, que tôt ou tard, les faits démontreront le ridicule de la position chrétienne. On ne travaille pas dans le ridicule. Une telle prise de position au départ est un refus de collaborer. Les protestations verbales ne nous rassurent que médiocrement.

Cependant le texte de monsieur Charbonneau est sincère. Il y a dix ans, il eût même été courageux. Il peut être l'amorce d'un échange de vues qui amènerait croyants et incroyants à une mutuelle compréhension. Et, par là, retrouvant le "respect élémentaire" de l'homme pour l'homme, croyants et incroyants pourraient travailler ensemble à l'édification d'une Cité meilleure. Mais nous ne parlons alors que de la possibilité d'amorcer un dialogue qui, dès aujourd'hui, est nécessaire si nous voulons éviter le fanatisme.

POUR UN DIALOGUE HUMAIN

En écho aux textes de messieurs Pelletier et Charbonneau, monsieur Bernard Jasmin nous parle de liberté et de vérité *(Cité Libre,* fév. '61). La discussion avait été amorcée dans l'opposition croyant-incroyant, et monsieur Jasmin refuse de s'enfermer dans l'un ou l'autre camp. Il analyse certains éléments de notre vie spirituelle à partir de son expérience personnelle, et ajoute un témoignage, personnel encore, qui peut être reçu par "tous ceux qui croient en la valeur de l'homme". Il déplace le problème? Mais n'est-ce pas justement ce qu'il faut faire: déplacer le problème de manière à n'être pas réduits à une catégorie (chrétien, athée, agnostique, etc.), et à ne pas parler au nom d'une abstraction ("Nous les chrétiens", "Nous les athées", "Nous les agnostiques", etc.). Que le croyant parle d'abord en son nom plutôt qu'en celui de son groupe, et que l'incroyant fasse de même.

Car le dialogue humain est voué à l'échec aussi longtemps que chacun des interlocuteurs est soucieux de prouver qu'il a raison, et donc que l'autre a tort. Convaincre, c'est vaincre. Le dialogue humain, qu'il est urgent de créer ici, exige qu'on renonce à tout effort de persuasion de l'autre, pour ne chercher que l'expression de soi. Se référer à une orthodoxie ne va pas sans poursuivre l'hétérodoxie, ne va pas sans inquisition et persécution.

C'est dans l'espoir qu'on réussisse à créer un climat favorable au dialogue humain que je présente aux lecteur de *Cité Libre,* les réflexions qui suivent.

1. Le renversement des valeurs

DIAGNOSTIC: CLÉRICALITE (COMME ON DIT APPENDICITE)

Le diagnostic est établi déjà depuis un temps: notre système est le cléricalisme. Il est nécessaire de penser encore ce fait fondamental, car nous sommes loin d'en avoir éclairé tous les recoins. Il faudra finir par connaître la largeur, la hauteur et la profondeur de notre cléricalisme. Mon idée est que nous en ignorons les ressorts les plus profonds, et j'imagine que notre anticléricalisme, plus ou moins lucide, est mu souvent par les ressorts mêmes du cléricalisme.

Comme corps social — nous sommes en dehors de la question du caractère divin du christianisme — comme corps social, notre clergé n'a pas connu d'autre loi que celle de la volonté de puissance. C'est à juste titre donc que nous parlons de cléricalisme. Le cléricalisme, d'ailleurs, n'est pas seulement le fait des clercs: il faut dénoncer les clercs qui cherchent la gouverne du temporel,

mais aussi les laïcs qui se couvrent du prestige clérical pour dominer un peuple crédule. Le cléricalisme est mitigé en bien des domaines, à cause de l'influence du capitalisme. Les nécessités de l'industrialisation rapide ont ouvert les portes de notre monde au grand capitalisme, qui est étranger aux structures propres de notre société. Le monolitisme de la société canadienne-française s'en est trouvé menacé. Mais, perdant l'administration matérielle de la Cité (le curé ne peut pas supplanter le maire dans une ville industrielle), le clergé dirigeait toute sa volonté de puissance sur l'administration spirituelle de la Cité. Péguy dirait: perdant le gouvernement temporel de la Cité, il se réfugiait dans "le gouvernement temporel des esprits". C'est dans le domaine de l'éducation que nous trouvons l'essence de notre cléricalisme. Enseignement privé ou enseignement public, degré primaire ou degré universitaire, le cléricalisme est omniprésent. Et par là, il reste encore le premier et le dernier mot de notre société. Etant "le gouvernement temporel des esprits", il est le gouvernement tout court. Nous sommes en théocratie.

"En théocratie, l'éducation est un prétexte". La formule est de Gilles Leclerc (1). Elle dit, à elle seule, toute notre misère spirituelle. En théocratie, on n'éduque pas, on fabrique des sujets; on n'enseigne pas, on fait de l'apologétique; on ne pense pas, on défend des positions. Le catéchisme (à la mode de chez nous), la langue (gardienne de la foi), l'histoire (une épopée), la géographie (combien de malheureux infidèles à convertir?), la science (servante de la foi), tout est prétexte. Il serait utile d'illustrer ce fait par des exemples, mais là n'est pas mon propos. Je voudrais analyser un peu les conséquences de ce fait.

VALEURS ET CONTRE-VALEURS

L'éducation, un prétexte: c'est, à la base, un premier renversement des valeurs. Dans l'éducation véritable, l'organisation sociale présente est au service de l'homme de l'avenir; en théocratie, l'éducation est un moyen de protéger et de conserver l'organisation sociale présente. Car l'organisation sociale présente est posée dans l'absolu. Par osmose, l'absolu passe de Dieu à la société rendant officiellement un culte à Dieu; du Dieu des chrétiens au "monde chrétien et à ses malfaçons" (I. Lepp). En théocratie, l'éducation est une valeur renversée, une contre-valeur.

Les valeurs qui ont donné son dynamisme à la pensée occidentale se retrouvent dans la pensée du Québec, mais elles sont des contre-valeurs. Le dynamisme révolutionnaire de l'Occident est issu de la rencontre historique de deux témoignages: celui de Socrate et celui du Christ. A l'origine, nous trouvons deux témoins tués pour avoir opposé un absolu à l'ordre établi. L'Occident est l'héritier de Socrate et du Christ. Socrate lui a donné sa foi en l'Homme, en la grandeur spirituelle de l'Homme: le Christ lui a donné son appétit toujours aussi grand de dépasser l'Homme. Par Socrate, l'Occident s'est toujours appuyé sur l'Homme; par le Christ, l'Occident a toujours cherché plus que l'Homme. Le difficile, pour l'Occident, c'est de dépasser l'Homme, en s'appuyant encore sur l'Homme. La déviation de la pensée du Moyen-Age, conduisant à un verbalisme sans objet; Descartes qui oppose, à tous ses maîtres, son "Je suis"; une révolution sanglante au nom de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité; Nietzsche qui répète que "l'Homme doit être surmonté"; l'aventure communiste qui perd l'Homme en cherchant l'Humanité; l'opposition politique européenne, toujours axée sur l'Utopie; l'idée de justice sociale intégrale; un intellectualisme qui réussit à éloigner, infiniment, les limites de l'intelligence; un anti-intellectualisme à la recherche de la conscience-absolue, autant de phénomènes impensables en-dehors de l'Occident. Et on est occidental comme on est grand ou petit. C'est une situation à assumer. Les Utopies qui font le dynamisme de l'Occident sont notre pensée ou notre pensée n'est rien. Nous utilisons toujours des termes comme vérité, liberté, justice, charité, car l'esprit occidental a été coulé dans ce moule. Et ces termes ont une valeur d'absolu qui remet continuellement en question le Cosmos, ou ne sont qu'une aberration de l'esprit ayant pour fin d'assurer la bonne-conscience. Là, prend naissance le renversement des valeurs, décrit une fois pour toutes par Nietzche: la résonnance affective des termes désignant les valeurs est utilisée par la bonne-conscience pour défendre une forme de société, qui n'est rien d'autre qu'un sous-produit sclérosé de la pensée dont on se réclame. Toute la métaphysique occidentale au service de la "morale des épiciers".

LE "POUR" EST UN "CONTRE"

Notre petit monde fermé n'a pas évité les pièges de la bonne-conscience et le renversement des valeurs dont il se réclamait. — Tout en se proclamant disciple du Christ, qui est mort pour avoir dit la vérité à contre temps, on admettra comme principe évident, au nom de la prudence, que "la vérité n'est pas toujours bonne à dire". Il faut dire la vérité lorsque cela est utile. La vérité, une valeur politique. C'est sur le caractère politique de la vérité que l'on fonde la nécessité de la censure, des contrôles et des sanctions morales et sociales. (LE SUJET: Quand la vérité est-elle bonne à dire? — LE PRINCE: Pour le savoir, tu me le demanderas. Je suis seul à savoir quand la vérité m'est bonne, quand elle ne m'est pas bonne.) — Et, la théocratie se posant dans l'absolu, on part de l'idée absolue de justice pour arriver à une justice-sauvée-autant-que-possible dans un systè-

(1) Gilles Leclerc, **Journal d'un Inquisiteur**, Edition de l'Aube, Montréal 1960, p. 177.

me-sauvé-à-tout-prix. L'ordre établi est sans valeur, s'il tolère une seule injustice; en théocratie, l'ordre doit être sauvé même au prix de l'injustice. — L'autorité n'est plus un service rendu à la société mais un privilège. Ce privilège est accordé par une puissance occulte, dont l'élu est seul à connaître les secrets, et exige, de ce fait, une obéissance aveugle. En corollaire, la liberté est le pouvoir de faire ce que demande l'Autorité. Et la politique, où s'exerce l'autorité légitime, devient une activité essentiellement corrompue. — L'absolu étant attribué à une forme sociale transitoire, tous les termes exprimant l'absolu sont vidés de leur sens. La valeur est devenue une forme en creux.

CHRÉTIEN SINCÈRE HÉRÉTIQUE

Le chrétien sincère n'évite pas, de par sa seule sincérité, le renversement des valeurs. L'éducation chrétienne en vase clos a l'inconvénient d'établir une équivoque entre l'intégrité de notre foi et l'intégrité de notre confort spirituel. Il nous est difficile de voir la différence entre avoir la foi et être croyants, parce que nous avons eu la foi avant d'être croyants. Le climat dans lequel nous avons été élevés est essentiellement constitué par la foi donnée comme solution universelle. Nous avons ainsi été éduqués dans un climat de confort spirituel qui nous est devenu vitalement nécessaire, si bien que nous défendons ce confort spirituel tout naturellement, sans même nous rendre compte que c'est notre confort spirituel que nous défendons. Notre atavisme religieux s'est mué en réflexe de défense. Et, alors que nous croyons lutter pour défendre notre foi intime, nous luttons en fait pour sauvegarder un climat spirituel confortable. La lutte pour garder l'intégrité de notre foi est la plupart du temps une lutte pour garder l'intégrité de notre confort. Et, dans cette lutte, nous oublions de sauver l'intégrité de notre être. Nous ne savons pas que l'intégrité de la foi sans l'intégrité de l'être n'est qu'une surface, parce qu'il y a alors une scission diabolique entre la foi et l'être. Nous vivons ainsi la pire des hérésies: le dualisme. Le chrétien sincère, souvent, parle christianisme, et vit dualisme.

LA MORT DE L'INTELLIGENCE

Cependant, plus manifestement et plus directement, c'est l'intelligence qui est atteinte par le renversement des valeurs. En théocratie, le C.Q.F.D. est remplacé par le A.M.D.G. On satisfait à toutes les exigences lorsqu'on termine un discours par le A.M.D.G. C'est pourquoi l'intelligence n'y a jamais son compte. Une société dans laquelle l'Autorité est tout ne va pas sans obscurantisme, sans défense et glorification de l'ignorance. L'intelligence est la "servante" de l'Autorité. Elle doit être utilisée avec discernement, et seulement pour confirmer le système. Chez nous, le spirituel n'inclut pas l'intelligence. Dans la pensée officielle, on a complètement dissocié la nature et la surnature: la surnature est le spirituel; et tout le reste, y compris l'intelligence (y compris l'esprit), constitue un monde inférieur, vague et contradictoire, dont il faut se méfier. Bien sûr, on est bien intentionné. Mais cela fait justement partie du système: les bonnes intentions ont remplacé l'intelligence et la lucidité.

Il est amusant ce proverbe qui dit qu'au royaume des aveugles, le borgne est roi. Le borgne croit être le roi des aveugles. Mais le roi des aveugles est celui qui crie le plus fort que la cécité est la plus grande vertu. Au royaume des aveugles, le borgne boit la ciguë.

DÉMISSION INSTITUTIONNELLE

Notre histoire, depuis cent ans, est une longue suite de démissions qui commence par la démission de l'Etat québécois devant le problème de l'enseignement. L'Etat a remis aux mains du clergé les charges de l'enseignement. Mais le clergé poursuit son bien propre et non le bien de l'intelligence. Le Département de l'instruction publique, d'une part, l'institution universitaire et les collèges, d'autre part, ont vécu comme si l'intelligence avait été pour eux une tâche secondaire. Il fallait d'abord sauver l'orthodoxie et la théocratie. Jusqu'ici, le D.I.P. a pu improviser n'importe quelle structure académique dans la plus parfaite immunité. Le cours primaire public apprend aux enfants à répéter mille sornettes qu'ils ne comprennent pas, mais ne leur apprend ni à lire ni à écrire ni à compter. Le cours secondaire public expérimente, à tous les cinq ans, un nouveau programme tiré des entrailles de Jupiter, mais chaque changement sur le plan académique nous conduit à une situation pire que la précédente. Le D.I.P. fait des progrès dans son genre à lui: de plus en plus irresponsable, de plus en plus irréaliste. C'est une exception lorsque l'enseignement secondaire, technique ou universitaire réussit à combler le vide laissé par le primaire. Et les quelques élans intellectuels authentiques de nos universitaires sont freinés par l'archaïsme de l'institution universitaire elle-même.

Au moins jusqu'à l'avènement du Frère Untel en novembre 1960, l'immunité a été assurée à notre système d'enseignement, et ce, par la démission des représentants de l'intelligence. Tout s'est passé comme si nous n'avions pas eu d'intelligentsia. Dans notre société rurale, les représentants de l'intelligence furent sans doute peu nombreux, l'intelligence étant monopolisée par le clergé. Mais, avec l'industrialisation et l'urbanisation, une part de l'intelligence inévitablement fut libérée. Il faut croire que l'intelligence avait été trop longtemps méprisée: libérée, elle reste vide. Les représentants de l'intelligence se contentent de porter l'intelligence comme une déco-

ration. L'intelligence, un petit ruban à la boutonnière. Pourtant, il n'y a que les continuelles récriminations de l'intelligensia qui peuvent protéger un système d'enseignement contre lui-même et contre les fonctionnaires de l'esprit. En définitive, c'est la démission de l'intelligentsia qui explique le fixisme de notre système d'enseignement. Elle est explicable, cette démission, c'est entendu; excusable, si l'on veut; elle n'en fut pas moins corrosive. Nos démissionnaires, il ne faut pas les chercher dans le peuple, cela va de soi; il ne faut pas les chercher non plus dans le clergé: on ne demande pas au président de la compagnie d'organiser le syndicat; nos démissionnaires, ce sont les représentants de l'intelligence, ceux-là mêmes qui imputent tous les maux au peuple et à son gouvernement politico-religieux. Car, enfin, l'asservissement de l'intelligence ne pouvait pas se réaliser sans la complicité des représentants de l'intelligence, écrivains, professeurs ou journalistes.

2. Le renversement des renversements

Le mal est profond, il est difficile d'en guérir. Car il y a, dès l'abord, une confusion de tous les termes qui rend quasi impossible l'expression de la pensée, l'expression nécessaire à la vie de la pensée. De par le renversement des valeurs, un terme est son propre contraire. Mais il y a, plus profondément, une aberration au niveau des structures mentales Il est plus difficile de se libérer d'un mode de pensée que d'un objet de pensée, et, la méthode étant déjà une métaphysique, la pensée retrouve, dans l'objet contraire, l'objet rejeté lui-même. L'objet n'est pas ce qu'il apparaît seulement par ce qu'il est, l'objet renvoit encore à l'esprit l'image de l'esprit même.

ÉDUCATION EN THÉOCRATIE

Les mêmes maîtres ont veillé à notre formation religieuse. Notre formation n'eut donc qu'une seule couleur, ni religieuse ni humaniste. Qui a dit que chez-nous même les mathématiques sont enseignées sur un mode théologique? La formule n'est point trop forte. Telle était bien la mentalité de nos maîtres, y compris nos maîtres de mathématiques. La présentation d'une proposition faisait-elle difficulté? La proposition n'en devenait que plus rigoureuse, étant imposée au nom d'une autorité occulte dont le maître était le ministre. Et le mode théologique, qui utilise, pour soumettre l'esprit, l'argument d'autorité, se complique toujours d'un souci apologétique. Au fait, la théologie même ne fut jamais enseignée. L'apologétique prit toute la place. Notre formation ne fut ni religieuse ni humaniste, mais dogmatique et apologétique. Notre mode de pensée: soumission systématique à une autorité occulte et interprétation des faits de matière à ce que les faits confirment toujours notre position.

ET LE BEDEAU DE S'ENFUIR

Ainsi, notre initiation à la littérature fut l'étude du catalogue des auteurs à lire et des auteurs à ne pas lire. Quand nos maîtres disaient du mal d'un auteur, ils prouvaient leur avancé en faisant disparaître son oeuvre; quand ils disaient du bien d'un auteur, la platitude de leurs louanges nous faisait refuser l'oeuvre qu'ils nous offraient. Deux manières de lire le catalogue en question: tel que présenté ou en intervertissant les termes "à lire" et "à ne pas lire". Deux attitudes possibles: une acceptation béate ou un refus systématique. Deux attitudes également dogmatiques. — L'Histoire politique, religieuse ou littéraire nous fut présentée selon la technique des petites histoires roses et des épouvantails à bedeaux: l'époque à admirer, réduite à quelques petites histoires roses (le Moyen-Age: les cathédrales et les croisades); l'époque à détruire, réduite à quelques faits présentés de telle façon que les bedeaux ne puissent pas répéter avec monsieur le curé: "Oh! quelle horreur! C'est à fuir. C'est à éviter à tout prix." Toute la pensée religieuse des vieux grecs: les fêtes de Bacchus; toute la civilisation romaine: "du pain et des jeux"; toute la Réforme: Luther, gros et gras et vicieux, défroqué vivant avec une défroquée; toute la Révolution française: le martyre du bon Louis XVI. Et le bedeau de s'enfuir, sans connaître la fin de l'Histoire. Deux attitudes possibles: l'acceptation béate ou le refus systématique. Deux attitudes également dogmatiques. — A nos esprits d'adolescents déjà enclins à l'absolutisme, nos maîtres offraient leur superabsolutisme socio-religieux.

LE MAUVAIS RÊVE

Est-il nécessaire d'ajouter une expérience personnelle? — Je ne peux donner ma foi qu'à celui que j'aime. Jamais ils ne m'ont présenté un saint que j'aurais pu aimer. Ils m'ont conté des histoires. Des histoires horribles, leur spécialité, et des histoires roses. Quand ils parlaient d'un saint réel, ils savaient toujours l'anéantir par le système des petites histoires. Du côté religieux, je n'ai rien eu à admirer et à aimer de toute mon enfance et de toute mon adolescence. Heureusement, ils parlaient rarement du Christ. Ils savaient tout juste conter des histoires sur le petit Jésus. L'amour est le seul moteur de la religion du Christ. Qu'est-ce donc que cette petite chose qu'ils appelaient la religion? — Ils se sont mis dans la tête de voir eux-mêmes à ma formation humaniste, et ils ont su arranger les choses pour qu'il n'y ait rien là à admirer et à aimer. Ils nous ont fait faire quelques versions latines et grecques, mais les latins et les grecs — ces païens! —, ils ont pris bien soin de ne pas nous les faire connaître. Ils nous ont fait passer des examens d'histoire littéraire, mais ils nous avaient donné les réponses d'avance. Ils ont bien réussi: tous les hommes qu'ils nous ont

présentés, tous les auteurs dont ils nous ont fait lire quelques morceaux prudemment choisis, tous nous apparaissaient insignifiants et étrangers à nos petites misères d'adolescents. Heureusement, ils se sont arrêtés au XVIIe siècle, piquant seulement une pointe au XVIIIe siècle pour condamner Voltaire. L'amour porté à quelques grands hommes est le seul fondement de l'humanisme. Qu'est-ce donc que cette petite chose qu'ils appelaient l'humanisme? — Telle est, en deux mots, le système éducatif que j'ai subi. Bien sûr, un tel système n'est pas sans faille. J'ai rencontré quelques témoins authentiques de l'existence qui ont droit à une reconnaissance éternelle. Mais n'est-ce pas là justement la plus lourde charge contre le système que de devoir présenter ces témoins comme des trouble-fête? (1)

NOTRE MODE DE PENSÉE

Notre pensée est née et a vécu dans le dogmatisme. La pensée dogmatique est celle qui exige que tout objet ait une place définie dans un système unique et exclusif. Interpréter tous les faits, en nier au besoin et verbaliser les vides; que tous les faits viennent confirmer des catégories pré-établies et posées dans l'absolu; que toutes les analyses de situation, faites à la lumière du système, donnent une solution définitive; la négation pratique de la possibilité d'errer, accompagnée souvent de maintes protestations verbales: voilà les schèmes aberrants imposés à notre esprit. Voilà le verre déformant que porte notre oeil.

LE "CONTRE" EST UN "POUR"

A ce niveau, nos affranchis ne le sont qu'à demi. Ils ont souffert de la petitesse du monde qu'on leur montrait, et ils l'ont refusé. Mais ils n'ont pas toujours su que le monde est petit à cause de l'oeil qui le regarde, et qu'une conversion à la grandeur doit être d'abord une conversion personnelle. Il y a une manière cléricale d'être anticlérical, une manière dogmatique d'être antidogmatique et une manière religieuse d'être antireligieux.

L'illustration n'est pas difficile ici. Ne nous arrêtons pas à dégager le caractère proprement "religieux" de certaines "chapelles" athées ou agnostiques de la Métropole. Je pense, ici, plus simplement, aux raisons pour lesquelles Sartre est si souvent considéré comme un demi-dieu par l'affranchi. Je prends l'exemple de Sartre parce qu'il est le nom le plus souvent cité, mais surtout parce qu'il est l'auteur dont l'oeuvre proprement philosophique est la moins lue par ses tenants. Jusqu'au caractère occulte de l'autorité qui est sauvé. Je pense encore au besoin affectif de poser d'un côté la science, la grandeur et l'honneur, de l'autre côté l'obscurantisme, le ridicule et le mercantilisme. Notre affranchi parle, lui aussi, de science certaine. Lui aussi, il parle de son interprétation de l'Histoire et des faits, interprétation dans laquelle on perd l'Histoire et les faits. Lui aussi, il se permet d'extrapoler dans l'avenir son interprétation des faits passés, et de prédire l'avènement prochain et définitif du Royaume. Et pourquoi serait-il souvent sur l'autre, puisque demain l'autre n'existera plus? Enfin, nos affranchis ont-ils trouvé mieux que la technique des épouvantails à bedeaux pour se défendre contre le cléricalisme et la religion? Il est amusant de voir avec quelle satisfaction nos affranchis collectionnent, pour fortifier leur foi (ou anti-foi), les vices des clercs, le capitalisme éhonté des communautés religieuses et le jésuitisme des jésuites. Epouvantail servi à un chrétien contre l'athéisme: "La dégénérescence morale de celui-ci ou de celui-là". Epouvantail servi à un affranchi contre la religion: "Le pauvre mourant à la porte d'un hôpital catholique".

PAROLE D'AFFRANCHIS

"C'est une préjugé qui veut qu'une raison raide soit plus une raison qu'une raison souple ou plutôt qui veut que de la raison raide soit plus de la raison que de la raison souple. C'est le même préjugé qui veut qu'une logique raide soit plus une logique qu'une logique souple. Et qu'une méthode scientifique, qu'une méthode scientifique souple. Et surtout qu'une morale raide soit plus une morale, et plus de la morale, qu'une morale souple. C'est comme si on disait que les mathématiques de la droite sont plus des mathématiques que les mathématiques de la courbe. Il est évident au contraire que ce sont les méthodes souples, les logiques souples, les morales souples qui sont les plus sévères, étant les plus serrées". — Ainsi parlait Péguy. Si quelqu'un reprenait ces paroles, je comprendrais qu'il est sauvé de l'aliénation caractéristique de la pensée québécoise. Il ne suffit pas de dire: "Pas de Seigneur! Pas de Seigneur!" pour être sauvé du Québec. Echanger un dogmatisme contre un dogmatisme, ce n'est pas sortir du Moyen-Age. Les barricades dressées dans les rues de Paris à propos d'une discussion "philosophique" sont une fort belle image du Moyen-Age, car il y avait des gens des deux côtés des barricades. Et aucun philosophe.

---

(1) Un ami à qui je faisais lire ce texte m'écrivait: "Le reproche majeur que nous avons le droit de faire à nos maîtres, c'est qu'ils n'aimaient rien. Les "méchants" avaient confisqué l'amour. Nos maitres parlaient de Dieu ou de la culture ou de la littérature par "devoir" et jamais par amour. Ils ne nous ont fait aimer aucun grand mort. Or l'humanisme, c'est le culte des grands morts qui demeurent de grands vivants. Nos maitres n'aimaient rien, ni les classiques ni les contemporains. Ils "coupaient tout". — Qui encore pourraient corroborer cette impression: on aurait dit que l'enseignement humaniste avait pour but d'atrophier nos facultés d'amour et d'admiration? La peur de vivre conduisant à la négation et à la destruction de la vie.

3. Pour un dialogue humain

L'utilisation des valeurs à seule fin d'assurer la bonne-conscience et, par là, de garantir la stabilité de la théocratie est en fait le renversement des valeurs dont on se réclame. La valeur, qui vaut par elle-même et qui exige toujours, devient instrument de domination et de conservatisme. Les valeurs religieuses, l'intelligence et même l'opposition ont perdu leur dynamisme propre. Le produit d'une considération utilitariste des valeurs est l'ambivalence et la confusion.

Toute la pensée québécoise est marquée d'un même indice: la confusion. C'est la pensée religieuse qui en souffre directement, mais, le profane étant encore discuté en termes religieux, la confusion atteint tous les domaines. Par le renversement des valeurs, vérité veut dire erreur utile; justice, injustice admise; Providence, démission des hommes; religion, honorabilité. L'enseignement doctrinaire a créé le mot-solution-universelle et le mot-tabou. Le premier imbécile venu peut clore n'importe quelle discussion publique en prononçant "ex professo" une quelconque formule magique comme Providence, doctrine sociale de l'Eglise, citation de Pie XII, ou comme socialisme, laïcisme et athéisme. Que la formule magique ait ou non une référence au problème discuté, l'assemblée se tait béatement ou se divise en deux camps irréductibles, et chacun retournera à ses occupations Gros-Jean comme devant.

L'IMPOSSIBLE DIALOGUE

En une telle conjoncture, il y a des discussions à ne pas provoquer. Tous les problèmes sur lesquels s'est appesanti notre dogmatisme, sont inexpiablement confondus avec la question de l'adhésion à une société cléricaliste et théocratique. Ces problèmes-là, il ne faut pas les poser publiquement, parce qu'on ne peut pas les mal poser. Ou, tout au moins, il faut les poser en des termes nouveaux, de manière qu'il n'y ait aucune référence possible aux schèmes de la pensée officielle. Autrement, on se butera toujours à la confusion, et on sera toujours conduit à une impasse.

L'éditorialiste de la revue *Relations*, en octobre 1960, s'étonnait que, dans les conférences de l'I.C.A.P. sur le tiers-monde, on n'ait pas cité "les grands apôtres de l'Europe et les grands missionnaires de l'Asie et de l'Afrique, les encycliques de Benoît XV, de Pie XI et de Pie XII". Le bon père ne comprend pas que l'on puisse parler du colonialisme ou de la culture occidentale sans situer le problème par rapport à l'Evangile. Ce qu'ils ne savent pas, les bons jésuites, c'est que l'Evangile a tellement été traîné dans toutes les platitudes domestiques qu'on ne peut plus s'y référer directement sans poser, comme fond de scène, ces platitudes dont justement il faut se débarrasser si on ne veut pas en crever. Les conférenciers sont-ils "à ce stage premier d'anticléricalisme qui ne leur permet pas d'aborder sans parti pris l'étude du facteur religieux dans les affaires publiques?" se demandent les bons pères. Disons simplement que, chez nous le facteur religieux doit être lui aussi discuté en termes profanes, parce que les choses profanes ont toujours été discutées en termes religieux. En discutant les choses profanes en termes religieux, on a profané les termes religieux. Les termes profanes, une partie du moins (ceux qui n'étaient pas trop près des termes religieux), sont restés "purs". Pour retrouver une certaine pureté de pensée, il faut utiliser les termes purs, non les termes profanés.

LES CONDITIONS DU DIALOGUE

1. Avant de créer ici un dialogue humain, il faudra d'abord vaincre la confusion. C'est-à-dire donner tous ses droits à l'intelligence, à la clarté intellectuelle. Poser les problèmes en termes simples, concrets et maitrisés par l'intelligence.

C'est l'intelligence qui a le plus souffert du cléricalisme. Elle a tellement été écrasée sous le dogmatisme et la mythologie qu'elle est, à toute fin pratique, inexistante. Libérée, elle reste vide. Toute (re) naissance pour nous doit être d'abord intellectuelle. Revaloriser l'intelligence, c'est une condition préalable de tout dialogue humain. C'est entendu, la spiritualité du XXe siècle est née de l'échec de l'intelligence. Mais avant le XXe siècle, il y a eu le XVIIIe, et il n'y aurait pas eu de XXe sans le XVIIIe. Il n'est pas question de dépasser l'intelligence avant d'avoir possédé l'intelligence.

L'intelligence veut comprendre, et cette ambition doit être respectée entièrement par la société qui veut rester humaine. On a beaucoup insisté chez nous sur le fait que le communisme soviétique détruise le clergé des pays conquis; mais on n'a jamais dit que tous les représentants de l'intelligence, engagés ou non dans l'action politique, subissaient le même sort. L'intelligence libre ne reste jamais enfermée à l'intérieur d'un système exclusif. C'est pourquoi un système qui se veut exclusif déclare toujours la guerre à l'intelligence. Mais admettre un dialogue entre les hommes, c'est admettre qu'aucun n'est dépositaire exclusif de la Parole. Créer le dialogue demande donc d'abord la libération de l'intelligence. L'intelligence libre est un élément essentiel de la société qui veut éviter la stagnation et la mort spirituelle. L'intelligence libre n'est pas suffisante à elle seule, d'accord; mais elle n'en est pas moins intelligence.

Revaloriser l'intelligence, je me doute un peu de ce que cela signifie. Je me doute un peu que l'intelligence ne donnera pas le dernier mot de l'humain. J'aime Pascal, Nietzsche, Bergson et Jaspers, mais je sais aussi que le dernier mot de l'humain ne sera pas dit tant que l'intelligence n'aura pas dit tout ce qu'elle a à dire. Commencer en niant l'intelligence, c'est commencer par

la fin. Commencer en niant l'intelligence, c'est faire un vide d'où rien ne sortira. L'intelligence est profane. L'intelligence est profanatrice. L'intelligence est sacrilège. C'est entendu. Mais il faut l'accepter d'abord. La foi est un saut au-delà des limites du savoir, mais il faut d'abord se rendre aux limites. L'intelligence marchera sur toutes les convictions. Je sais cela. Je me doute même un peu que la seule voie qui s'ouvre infiniment à l'existence, c'est la foi. Je ne propose pas l'intelligence comme le dernier mot de l'humain. Mais je dis simplement que le dernier mot ne sera pas dit tant que l'intelligence n'aura pas dit le sien. Nous avons commencé par nier l'intelligence à tout prix, au risque même de passer pour profanateurs.

2. Et parce que, chez nous, la mort de l'intelligence fut institutionnalisée, revaloriser l'intelligence ne va pas sans une action politique parallèle. Réorganiser l'enseignement est la tâche sociale la plus importante pour l'instant.

Le dialogue humain ne peut pas se poursuivre longtemps en vase clos. Il ne suffit pas qu'un petit groupe accepte de vaincre en eux la confusion. Il faut que la clarté intellectuelle soit institutionnalisée à son tour, pour que le dialogue humain puisse s'élargir indéfiniment. Les institutions qui doivent être mise au service de l'intelligence sont premièrement les institutions d'enseignement. Il n'est pas question de laisser l'organisation de l'enseignement à l'initiative privée. Aux intérêts privés l'Etat est le seul instrument qui puisse nous servir efficacement en ce domaine. Ce qui ne veut pas dire que l'enseignement soit au service d'un dogmatisme politique. Au service d'aucun dogmatisme, ni religieux ni politique, c'est l'opinion éclairée, c'est l'intelligentsia qui doit forcer l'Etat à organiser l'enseignement, et c'est elle aussi qui doit protéger la liberté de l'enseignement contre les empiètements indus.

LE DIALOGUE HUMAIN

Vaincre la confusion et revaloriser l'intelligence sont les conditions préalables du dialogue humain. Et pour que le dialogue humain n'aboutisse pas à une impasse, il reste encore à vaincre le dogmatisme et à donner au témoignage personnel tout son sens.

3. Vaincre le dogmatisme, c'est-à-dire refuser à quiconque, et à soi-même, le droit de parler au nom de la Vérité. Vouloir parler toujours au nom de la Vérité, c'est ne parler que pour exprimer des pléonasmes (vicieux ou pas), l'évidence verbale étant le seul moyen de se donner l'illusion d'exprimer la Vérité absolue. Reconnaissons qu'"il y aurait (à parler au nom de la Vérité) une sorte de saut périlleux de la connaissance dans un savoir apparent, et aussi beaucoup de désinvolture envers la divinité" et la Vérité (K. Jaspers). Reconnaissons que l'affrontement des dogmatismes est la porte ouverte à tous les fanatismes, à l'inquisition et à la persécution.

Le rejet du dogmatisme doit être suffisamment profond pour nous donner un oeil nouveau. Il ne s'agit pas de rejeter seulement l'objet déformé par la pensée québécoise, il s'agit d'abord de se libérer d'une aliénation de l'esprit qui déformerait n'importe quel objet. Non pas l'objet déformé, mais le principe de la déformation.

4. Donner au témoignage personnel tout son sens. Nous n'avons pas besoin de doctrinaires, mais de témoins. La parole a une valeur humaine seulement si l'on sent qu'elle porte en elle la vie même de celui qui la propose. Le mot de Bernard Jasmin est le seul qui convienne ici: "La liberté est le chemin de la vérité". Et la liberté est toute la vie humaine. La libre expression de soi qui laisse place à la libre expression de l'autre, qui l'exige même, voilà le dialogue humain.

Pouvons-nous créer un climat de travail dans lequel chacun répond de lui-même, de son authenticité, sans se réclamer d'une secte quelconque? Un climat de travail dans lequel personne ne songe à dire: "Nous les chrétiens", "Nous les agnostiques" ou "Nous les athées"? Car le dogmatisme du "Nous les chrétiens", du "Nous les agnostiques" et du "Nous les athées" est un seul et même dogmatisme. La lumière ne jaillira pas du choc de notre dogmatisme contre lui-même. De là jaillira le fanatisme.

> **"Laissez tout attaquer afin que l'on puisse tout défendre. On ne peut défendre honorablement que ce qu'on peut attaquer librement".**
>
> **CLEMENCEAU**

Notre esprit fut moulé par le dogmatisme. Le dogmatisme d'un monde homogène garda la pensée dans un tranquille sommeil. Mais l'avènement du pluralisme risque fort de provoquer une lutte fanatique, si notre esprit ne peut se libérer de son mode de penser. Un dogmatisme peut se dire tolérant, lorsqu'il est seul; mais, face à un autre dogmatisme, il se définit des positions extrêmes et exclusives. Le "Crois ou meurs" posé en principe par tout dogmatisme, religieux ou non, ne demande qu'un opposant pour prendre la forme d'un tribunal d'Inquisition, d'une potence ou d'un four crématoire.

Il serait naïf d'espérer voir disparaître tous les dogmatismes. Le dogmatisme ne peut disparaître que par la foi effective en la liberté, mais il a une telle emprise sur l'esprit humain justement parce que la foi en la liberté sont deux positions irréductibles. On ne passe pas continûment de l'une à l'autre. Mais je veux croire qu'il reste suffisamment d'hommes libres pour servir ici le catalyseur. Que ceux qui croient en la liberté se reconnaissent comme tels, acceptent de créer ici un dialogue humain "à mots découverts", afin que leur présence soit le signe de contradiction qui obligera les dogmatismes à rester en deça du fanatisme.

★

LA REVANCHE DES CERVEAUX

Pierre Vadeboncoeur

DEPUIS longtemps notre pensée est collective, comme le reste encore largement la pensée juive. A-t-on pleinement mesuré l'étrange condition que cela fait? On a qualifié cette pensée de monolithique, mais c'est un terme bien abstrait. Pour le comprendre tout à fait, il ne suffit pas d'examiner académiquement le contenu de cette pensée et simplement constater l'unanimité qu'elle révèle: il faut en éprouver le caractère tyrannique. Existe-t-il d'autres peuples qui aient comme nous ce qu'on appelle ici une "doctrine nationale", idée absente de toute autre culture, peut-être, sauf la culture israélite? Doctrine nationale, c'est-à-dire orthodoxie culturelle et politique, apparentée à l'orthodoxie religieuse que du reste elle incorpore, protège et dont elle s'inspire. Il y a eu des orthodoxies totalitaires à notre époque, mais c'étaient des instruments de pouvoir et c'est le gouvernement qui les imposait: la doctrine nationale, dans ces cas-là, c'était celle d'un parti victorieux et despotique. Pour ce qui est de la nôtre, elle s'est parfois affirmée contre le gouvernement et en ce sens elle a quelque chose de populaire et de sociologique.

NOTRE "DOCTRINE NATIONALE"

Cette pensée collective que certains auteurs ont achevé de précipiter en "doctrine nationale", fait plus que contenir un ensemble de propositions. Elle a profondément marqué notre tournure d'esprit, au point de faire du collectif et du national le terrain inévitable de nos réflexions. Si l'on établissait la proportion des écrits consacrés à nous discuter nous-mêmes, à nous confirmer dans nos idées traditionnelles, ou au contraire, depuis quelque temps, à tenter de nous dégager d'elles, on la trouverait énorme. La plupart du temps, il ne semble pas s'agir, pour l'individu, de réfléchir ou d'oeuvrer simplement à partir de sa propre expérience et de son propre savoir, comme cela se voit dans des cultures diversifiées comme celle de la France, mais au contraire de lutter pour (ou maintenant de lutter contre) notre pesante unanimité. La "doctrine nationale", la pensée collective traditionnelle, tient une place immense, elle est envoûtante. A tel point que la pensée sociale (et spécialement le socialisme), qui n'a pas chez nous de racines aussi anciennes, n'a pu y prendre une place; elle vivote et ne s'intègre pas, ce que l'équipe du *Devoir* nous fait clairement constater.

Dans nos écrits, il y a toujours une référence au "nous". Nous discutons sans cesse notre condition. J'admire que même les poètes y soient contraints: cela paraît non seulement dans leurs essais (Saint-Denys Garneau discutant le nationalisme) mais aussi dans leurs poèmes (Pierre Trottier, dans son premier recueil, et combien d'autres, qui expriment continuellement leur lutte contre le milieu). Tout se transforme en question nationale: "notre" littérature, la langue que "nous" parlons, et ainsi de suite. Nous habitons une maison trop petite. Nous n'avons pas plutôt achevé de lire un de "nos" auteurs que nous nous interrogeons: par lui, "notre" littérature commence-t-elle enfin d'exister? Lisez les revues: elles fourmillent de questions nationales. Ce qu'a fait le Frère Untel, dont on ne finira jamais, semble-t-il, de commenter l'aimable pamphlet, c'est encore un examen de conscience national...

REFUS ET ÉVASION

Cette préoccupation collective est nettement obsessionnelle. Je ne crois pas qu'un seul écrivain s'en soit vraiment dégagé, sauf s'il s'est plus ou moins expatrié. Traumatisme historique, convalescence interminable, le malade est centré sur lui-même. J'en étais excédé, pour ma part, et cherchais à m'évader de cette obsession. Je trouvai un sujet, qui ne concernait pas d'abord la province de Québec: quelle chance! J'écrivis un essai sur le syndicalisme américain, mais ce déplacement géographique de ma pensée m'avait demandé un effort tout à fait délibéré! Cette expérience, d'ailleurs, pourrais-je la répéter? Notre culture est si tyrannique à cet égard que se libérer de l'obsession qu'elle entretient équivaut presque à se déraciner.

Que ce soit dans sa vie ou dans son oeuvre, un homme de chez nous qui a le goût de la liberté et qui aspire à agir selon sa liberté a l'impression de perdre pied. C'est comme s'il allait faire un saut. *Refus global* part d'une résolution de ce genre: ce fut un saut vertigineux. Un Saint-Denys Garneau, qui au contraire resta sur place, subit lucidement la paralysie de tout son être et finit par en mourir. Mais rompre mène à quoi? Rompre est sans doute le premier mouvement auquel notre culture pousse notre liberté, rompre avec tout, rompre avec tous les gardiens de notre orthodoxie globale. Mais rompre est un acte violent, au-delà duquel il y a risque de ne pas retrou-

ver d'assiette. Rompre n'est pas se détacher, car le détachement suit la formation de liens nouveaux. Mais chacun chez nous se trouve plus ou moins dans la situation d'un homme qui a des attaches qu'il ne désire plus mais dont il peut à peine se libérer parce qu'il n'en a pas formé d'autres. Cela se vérifie de cent manières différentes et dans bien des domaines. La plupart de nos poètes sont de cela d'admirables témoins: leur poésie est une poésie de refus, d'évasion gratuite et qui ne trouve guère son au-delà, sa vie à elle, son ingénuité. Combien d'oeuvres véritablement dégagées, parmi les leurs?

D,AUTRES EXEMPLES

Mais il y a d'autres exemples. La politique nationaliste d'avant 1950, qui était toute entière contenue dans la pensée collective et statique dont je parle, provoquait la liberté de pensée à rompre avec elle d'une manière radicale: par une prise de position anti-nationaliste, voire anti-nationale. Je le sais bien, pour avoir moi-même fait ce pas.

Ce n'est pas par hasard que la seule grande rupture qui ait été suivie d'une oeuvre accomplie fut celle de Borduas. Son oeuvre positive, étant picturale, utilisait un langage essentiellement libre et contre lequel une dialectique ne pouvait guère avoir de prise. Mais dans son oeuvre écrite, quels tourments, combien peu de grâce, quelle violence concentrée, quel poids, et dans sa vie quels avatars! De plus, certaines démarches, certains actes de sa vie, qui chez un autre homme et dans une autre culture eussent été affaires purement privées, prenaient chez lui un caractère de manifeste et de protestation, comme si une révolution en dépendît. Notre culture le rejoignait jusque dans sa vie privée et même là le forçait à "représenter"!

On a aussi l'impression qu'un romancier, s'il n'a pas le goût de faire vivre à ses personnages l'amertume et les empêchements de notre condition et s'imagine pouvoir créer des êtres libres, fait un saut dans l'inconnu. Il révèlera vite le sens du choix qu'il aura fait d'un univers de liberté: son histoire, ses personnages, auront quelque chose d'arbitraire. On comprend qu'un romancier aussi sincère que Robert Elie n'ait jamais fait un pareil bond, mais son oeuvre est amoindrie par les limites de l'espace spirituel qui est le nôtre. Pour pathétique que soit le chant d'un Saint-Denys Garneau et si justes que soient le peu de notes qu'il utilise, il reste que son oeuvre est une oeuvre écrasée. On pourrait, jusqu'à un certain point, dire la même chose de celle de Robert Elie, car elle est très comparable à celle du poète. Mais d'autres, ceux qui veulent choisir de vivre selon la gamme entière de la vie, il me semble qu'ils doivent se sentir au bord de l'impossible et d'une véritable tentation d'artiste.

Notre pensée collective, notre tradition dogmatique, avec le jansénisme qui le caractérise, nous tiennent donc très profondément. Jean Lemoyne a dit avec assez de colère ce que notre culture a fait de l'amour et de la liberté spirituelle. Il n'est point besoin d'y revenir.

TENTATIVE DE LIBÉRATION

Il y a cependant quelque chose de changé. Depuis quinze ans environ, on assiste à une tentative de libération. *Refus global* fut un manifeste, *La grève de l'amiante* fut aussi un manifeste. *Cité libre* fut un manifeste trimestriel. Les expositions de peinture ont été une série de manifestes. L'Association laïque de langue française à son tour manifeste. Les poètes publient des poèmes-manifestes.

Le régime Duplessis scellait d'un cercle de fer une situation déjà fermée. Il faisait peser l'énorme poids de l'Etat sur une condition déjà sans liberté. Il rendait cette condition intolérable, car il y ajoutait l'odieux de la contrainte politique, sous les traits assez répugnants d'un homme sans culture et sans justice. Sous Duplessis, la contrainte sociologique se doublait d'une police, se durcissait par l'instrument d'un Etat tracassier. La liberté n'était plus seulement gênée, elle était pourchassée. C'était le temps où Jacques Perreault prononçait une causerie politique sur la peur et en parlait avec l'accent d'un homme violent et supérieur.

Le gouvernement Duplessis ne fut pas pour rien dans une certaine révolution qui s'opéra dans les consciences. Mais ces relations sont difficiles à évaluer. Une chose est certaine, c'est qu'un nombre grandissant d'intellectuels s'affirmèrent. Qu'apportaient-ils de nouveau? Les idées personnelles comptaient pour fort peu dans notre culture, en ce sens qu'elles ne paraissaient jamais pouvoir entamer la pensée collective dont nous avions hérité; affaires d'excentriques. Nonobstant cette promesse de futilité, il se forma alors une espèce de tradition nouvelle, dont plusieurs commencent à s'affoler, et par laquelle *la pensée de l'individu, revalorisée, tente de se substituer à la pensée collective comme source des idées dont nous vivrons demain*. C'est un pari que nous n'avions pas fait depuis plus de cent ans.

Ce n'est pas un pari facile. Il devait l'être davantage il y a un siècle. L'histoire en tout cas témoigne, sur cette époque lointaine, d'une liberté d'allure autrement plus grande que celle d'aujourd'hui. Le prestige des libéraux, les révolutionnaires d'alors, était grand. On tombe parfois sur des bribes de petite histoire qui en disent long. Chaque famille garde le souvenir de quelque tête forte, dont elle est parfois très fière. Foi vigoureuse, en général, mais esprit d'indépendance aussi violent, que nous avons bien perdu.

Il ne me paraît point douteux — je le sais d'intuition et à peine de savoir historique — que cette liberté de jadis a dû provoquer quelque part dans la dernière moitié du 19e siècle une réaction intégriste extrêmement conséquente et systématique, si bien que la première moitié du présent siècle présente pour nous le caractère achevé d'une société qui a vaincu l'individu. Si mon hypothèse est exacte, la cohésion politique des 60,000 Français du temps de la Conquête s'est traduite au XXe siècle, c'est-à-dire après la réaction antilibérale, sous la forme d'une systématisation idéologique étroite qui achève notre aventure historique. Cette unanimité de l'esprit, ou plutôt de la contrainte, de la propagande et de la soumission, scellée par l'autorité, finit par se confondre avec le fait de notre résistance. Nous voilà donc, à partir de ce moment, collectifs des pieds à la tête, formant village, sans échappée possible, et imperméables à tout ce qui est étranger ou révolté. Nous voilà réalisés, sauf qu'on nous a bel et bien tués. Je préfère la cohésion politique de jadis, instinctive mais saine, entêtée mais non totalitaire, idéologiquement peu fixée, mais relativement libre, politique au premier chef, et qui après tout produisit Papineau.

A partir de la fin du dernier siècle, nous sommes uns et solidement tenus dans l'unité. Cela sera pesant, lourdement présent. Nous serons ligotés jusqu'à l'âme. Nous vivrons contenus par cette totalité. Nous serons conditionnés par .elle Nous aurons constamment cette nation dirigée en nous, qui parlera pour nous, comme dans un ventriloque.

LA RÉVOLUTIONS DES IDÉES EST COMMENCÉE

Qu'est-ce donc que la tendance nouvelle? Le contre-pied de tout cela. La jeunesse a essayé les remises en question et découvert que cela pouvait changer quelque chose. Les intégristes n'ont plus cette jeunesse bien en mains. Ceci est nouveau: l'apparition d'une foule d'intellectuels tapageurs et plus ou moins révoltés qui se croient efficaces et effectivement le deviennent. On ne pouvait plus toucher à rien, parce que tout se tenait. Il ne fallait surtout pas toucher au système d'éducation, non plus qu'à l'agriculture familiale, à l'Ecole sociale populaire, au système de la propriété, à l'histoire de la philosophie; ni aux couleurs édifiantes de l'histoire nationale, ni à aucune oeuvre, bonne ou mauvaise, appartenant à quelque partie du clergé. Aussi ne touchait-on plus à rien, sauf pour tripoter. Le tripotage a été, pendant cinquante ans, à peu près la seule manière de pratiquer la liberté. Mais la transformation à laquelle nous assistons dresse maintenant l'individu, qui estime en avoir assez avalé et qui a décidé de se poser comme une force historique. La révolution des idées est commencée (Il y aura un jour une thèse à faire pour démontrer jusqu'à quel point cette rénovation aura été en partie attribuable à l'influence de l'art et du mouvement artistique, lequel n'a pas trente ans chez nous). Il est piquant de voir que cette révolution s'accompagne d'une recrudescence du nationalisme, preuve s'il en fût que la "doctrine nationale" étouffait la nation!

Mais attention! Quelques-uns, maintenant, cessent de manifester parce qu'ils cherchent à réaliser leurs manifestes passés. *Cité libre* répand aujourd'hui ce qu'elle *annonçait* naguère. En politique, le parti libéral, en réalisant un peu des manifestes passés, noie du même coup dans son sein une partie des manifestants. Cela est mauvais pour autant que s'en trouvent amoindries les chances du mouvement individualiste et novateur qu'avaient commencé de créer, au milieu d'une tradition, ceux qui rompaient avec elle.

Je crains une diminution d'audace, car déjà l'on compose beaucoup. C'est pourquoi, en particulier, il faut tenir au socialisme: a-t-on assez réfléchi à sa valeur de rupture? ★

ARTICLE 9a
ou
DE LA NOTION D'URGENCE

Jean-Paul Lefebvre

CE serait être de mauvaise foi ou manifester une partisanerie aveugle que de nier les efforts entrepris depuis quelques temps par le gouvernement actuel de la province de Québec en vue d'accroître l'efficacité globale de notre système d'éducation. A l'occasion d'une causerie qu'il prononçait le 11 mars dernier, le ministre de la Jeunesse, M. Paul Gérin-Lajoie, annonçait l'adoption imminente de mesures visant à élever l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire, à réaliser la gratuité scolaire jusqu'au niveau de la 11e année, à rendre plus adéquat le mode d'élection des commissaires d'écoles, et à faciliter le recrutement intensif du personnel enseignant.

Ce sont là de très bonnes nouvelles et il faut espérer que dans un avenir aussi rapproché que possible, le gouvernement libéral pourra pousser plus avant ses réalisations dans le domaine de l'éducation, comme d'ailleurs il en avait fait la promesse avant les dernières élections provinciales.

Une lacune importante me semble cependant devoir être relevée dans les propos du ministre de la Jeunesse, comme dans les projets avoués du gouvernement. En présentant ce qu'il a lui-même qualifié "d'un sommaire des principaux problèmes qui requièrent une intervention aussi prompte que possible des autorités compétentes", M. Gérin-Lajoie n'a pas soufflé mot des intentions ou des projets du gouvernement actuel concernant l'éducation des adultes. Ce qui me chagrine, ce n'est pas que mon article 9a. exposé dans la livraison de nov. 1960 de *Cité Libre* n'ait pas encore été adopté par le parti libéral, mais c'est tout simplement qu'une déficience grave de notre système d'éducation semble méconnue et ignorée du gouvernement actuel de la province de Québec.

A la décharge du gouvernement Lesage, il faut évidemment admettre que la succession de M. Duplessis n'était pas un héritage de tout repos, mais c'est là une excuse que l'on ne pourra pas invoquer indéfiniment. En dépit de la multitude des tâches à accomplir l'Etat, gardien du bien commun, ne saurait ignorer un besoin vital de la communauté sans que notre devoir de citoyen ne nous oblige à souligner le fait.

DEUX PUISSANTS TÉMOIGNAGES

Je ne veux pas reprendre ici l'argumentation déjà exposée pour démontrer le caractère essentiel de l'éducation des adultes que l'opinion unanime des spécialistes en éducation à travers le monde se plait maintenant à reconnaître comme partie intégrante de l'éducation tout court. Je veux me contenter pour aujourd'hui de fournir à l'appui de cette argumentation deux témoignages qui m'apparaissent d'une valeur et d'une qualité particulières. Le sociologue Fernand Dumont publiait récemment, dans les cahiers de Recherches Sociologiques de l'Université Laval, le texte d'une communication préparée pour le dernier congrès de l'ACFAS. Sous le titre: "L'aménagement du territoire: quelques perspectives globales", Fernand Dumont analyse avec la clarté et la profondeur qui lui sont coutumières, les conditions pratiques de réalisation d'un aménagement rationnel du territoire. Il cite trois conditions:

1. — La collaboration dans les tentatives d'aménagement, avec les mouvements sociaux et les associations volontaires,

2. — la mobilisation psychologique des populations locales et le dégagement d'élites locales authentiques,

3. — certaines incidentes sur les structures de l'administration publique.

Le lecteur aura vite deviné que c'est surtout à la deuxième condition que je désire m'arrêter. A ce propos Fernand Dumont écrit: "on ne s'étonnera pas de voir un sociologue insister particulièrement ici: même si nous réussissons à modifier toutes les structures de notre société qui bloquent actuellement les tentatives d'aménagement du territoire, celles-ci ne pourront réussir, ou tout au moins transformer en profondeur la configuration de notre société, si notre population ellemême ne modifie pas sa façon de voir ses propres problèmes. Le théorème de Thomas l'exprime fort bien: "Quand les hommes considèrent certaines situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences." On me permettra de rapprocher de cette affirmation du sociologue Fernand Dumont un passage de ce que j'écrivais dans *Cité Libre:* "Dans un autre ordre d'idées, pourquoi le Service d'éducation des adultes de l'Etat provincial ne se verrait-il pas confier la tâche de faire connaître et de vulgariser les données recueillies par le Conseil d'orientation éco-

nomique et les équipes de chercheurs que le parti libéral a promis de mobiliser?

"Il serait intéressant, par exemple, que des groupes de syndicalistes, de maires, d'industriels et de leaders agricoles se retrouvent à une session où l'on étudierait les données de la planification économique régionale. Sans le souci de former des leaders locaux susceptibles de mettre en oeuvre (ou de bloquer) les politiques d'ensemble dont nous avons besoin, les plus savantes trouvailles de nos meilleurs experts risquent de rester lettre morte."

Une fois lancé dans les citations, j'enchaîne maintenant avec un extrait de l'excellent article publié dans le sixième cahier d'information et de documentation de l'Institut canadien d'Education des adultes sous la signature de Joffre Dumazedier: "En réalité, ce qui nous apparaît important à affirmer et à faire comprendre, c'est que, peu à peu, un *statut nouveau* de la Culture populaire tend à se faire jour dans la nation. De nombreux problèmes fondamentaux pour l'avenir de nos sociétés ont été longtemps traités sans lien avec la Culture Populaire. Or, actuellement, grâce aux recherches effectuées ces dernières années, des relations se manifestent entre celle-ci et les phénomènes majeurs de la vie moderne: l'expansion économique, l'aménagement du territoire, la promotion industrielle, la vitalité syndicale, la diffusion de la culture artistique dans les masses, etc... L'écart entre la participation réelle du public à ces phénomènes, et sa participation nécessaire pour réaliser la démocratie, fixe les dimensions de la Culture Populaire par rapport à l'ensemble des problèmes économiques, sociaux, scientifiques, artistiques des nations ou des groupes de nations."

PROCÉDONS PAR ÉTAPES

Ce qui me fait croire que le gouvernement provincial serait inexcusable de ne pas amorcer tout de suite une action sérieuse dans le domaine de l'éducation des adultes c'est, d'une part, que l'urgence de cette tâche m'apparaît évidente et, d'autre part, que les frais encourus seraient négligeables en comparaison des sommes qui sont nécessaires pour mettre à point notre système d'enseignement aux niveaux primaire, secondaire et universitaire. Certes, la Commission royale d'enquête sur les problèmes de l'éducation pourra faire des recommandations à cet effet comme elle le fera pour les autres domaines, mais il y a tant à faire au point de vue de l'éducation des adultes et la participation actuelle du gouvernement provincial est si mince qu'on ne serait pas excusable d'attendre deux ou trois ans avant d'amorcer les réalisations qui s'imposent.

Si la province de Québec veut suivre le courant universel qui classe définitivement l'éducation des adultes comme partie intégrante d'un système d'éducation adapté aux besoins de l'ère technologique, nous devrons prévoir dans 10 ou 15 ans des budgets considérables pour ce secteur d'activité. Pour l'instant, il faudrait au moins ne pas avoir peur d'amorcer le mouvement dans les domaines où les besoins sont évidents et les conditions préalables à une action efficace déjà réalisées. Il en est ainsi des programmes d'éducation civique et de formation générale à l'intention des cadres régionaux, des cours de formation dispensés par les mouvements de jeunesse, des cours d'extension que donnent ou pourraient donner les institutions d'enseignement secondaires et le reste.

D'autres domaines devraient faire l'objet d'enquêtes plus approfondies. Ainsi en est-il de l'utilisation de la radio et de la télévision comme instruments d'enseignement et d'éducation. Déjà la Société Radio-Canada, par son Service des Emissions éducatives et d'affaires publiques, a réalisé une tâche considérable en diffusant un grand nombre d'émissions d'une portée éducative certaine. Pourtant, nous sommes loin d'avoir atteint dans ce domaine le rendement ultimum. Les difficultés constitutionnelles d'une part, le manque d'imagination d'autre part, nous ont jusqu'ici privés des avantages de la télévision éducative à l'école. Pour sortir de l'impasse et de la stagnation, le gouvernement provincial doit agir sans plus tarder. En outre de débloquer d'une façon ou de l'autre le secteur de la télévision scolaire, il faut songer à une utilisation beaucoup plus systématique de la T.V. en vue de la formation générale et du perfectionnement professionnel chez les adultes. Il faut pour cela étudier le rôle respectif de la télévision d'Etat et des postes privés, du Conseil de l'Instruction publique, des Universités, des Commissions scolaires et des groupes bénévoles (tels: l'Institut Canadien d'Education des Adultes, les associations de parents, ainsi de suite.)

Pourquoi devrions-nous toujours être 10 ou 15 ans en retard? Signalons, par exemple, qu'en 1959, on a constitué à Toronto la Metropolitan Educational Television Association. Cette agence diffuse pour l'instant des émissions éducatives sur les canaux privés de télévision, mais songe à inaugurer bientôt le premier poste de télévision éducative au Canada (Canal 19). L'université de Toronto, la Commission Scolaire de Toronto, le Royal Ontario Museum et plusieurs autres institutions forment le META, *que supporte financièrement le Ministère provincial de l'éducation.* Quant à nos voisins du sud, ils ont tellement d'avance sur nous qu'il est démoralisant de nous comparer à eux. Il existe actuellement aux Etats-Unis pas moins de 52 postes de télévision sans but lucratif, consacrés entièrement à des fins éducatives.

★

La guerre de Troie est-elle souhaitable? (1)

Réginald Boisvert

QU'IL y ait danger de guerre, cela ne fait plus de doute pour personne. Déjà, sur le front de l'éducation, les positions ont commencé de se durcir. Certains laïques annoncent dès à présent leur intention de mener, par paliers, la lutte jusqu'à la laïcisation intégrale de l'enseignement. Et Gérard Filion prédit déjà à ces derniers que le milieu combattra violemment leurs propositions radicales.

Le cardinal Léger, dans son message de Pâques, escomptait lui aussi la facile défaite de ceux qui tentent d'organiser chez nous "un ordre social sans référence à la religion": "Ne craignez pas, dit-il, la colère des pharisiens de la liberté de nos païens modernes, car leurs démarches actuelles ne seront pas plus efficaces que le sceau impérial apposé sur cette pierre sépulcrale derrière laquelle on avait prétendu ensevelir le Vainqueur de la mort."

La comparaison cloche. Le sceau qui marque chez nous la porte de l'enseignement, ce n'est certes pas celui de César. Notre César tremble devant les grands-prêtres. Mais passons. Ce qui me paraît le plus étrange, c'est la tranquille assurance du cardinal en l'écrasement définitif des laïcisants. Le plus probable, au contraire, en cas de conflit, c'est leur victoire éventuelle. Sur ce point précis, l'Eglise est en recul presque partout dans le monde, et ce, depuis la Renaissance. Presque partout, elle perd graduellement toute influence sur les structures temporelles, même dans maints pays traditionnellement catholiques. Ainsi que le dit Marcel Rioux, l'Etat québécois, en adoptant un système d'écoles neutres, "se conformerait à la pratique de la plupart des Etats modernes."

Dans le Québec, ce n'est pas d'influence qu'il s'agit présentement, mais de main-mise pure et simple. Quand le cardinal Léger parle d'"un système d'éducation fondé sur les valeurs éternelles de la foi et de la morale", il dit vrai. Mais notre système d'éducation n'est pas fondé *que* sur ces valeurs. Sous le couvert d'une notion périmée, le rôle de suppléance de l'Eglise en éducation, le clergé s'est assuré un véritable monopole. Il n'y a pour ainsi dire chez nous d'éducation, du moins au primaire et au secondaire, que par les clercs. Et qu'on ne vienne pas m'opposer que nos institutions emploient de plus en plus de professeurs laïcs; par la force des choses, l'enseignement que ceux-ci dispensent est contrôlé par les clercs qui les emploient: ce qui revient au même.

UN CHEF-D'OEUVRE D'INTÉGRISME

Avec les résultats que l'on sait, Michel Brunet dénonçait récemment la tournure "apologétique" que prend chez nous l'enseignement de l'Histoire. Comment pourrait-il en être autrement, quand le postulat de base de cet enseignement, c'est que notre Histoire est une "épopée mystique"? Et que dire de notre enseignement de la littérature, où une conception étriquée de la morale et de l'orthodoxie prend si souvent le pas sur la valeur littéraire? où les "meilleurs" auteurs sont si souvent les auteurs "de tout repos"?

Quant à la philosophie, on nous enseigne encore qu'elle est "la servante de la théologie", que "le thomisme est le cadre idéal du savoir." Cette dernière assertion n'est guère contestée que par quelques rares augustiniens et/ou scotistes presque honteux, que l'on n'accepte qu'au bas bout de la table, en parents pauvres. Nos discussions philosophiques se résument à peu près à ces douces querelles de couvents — et l'on s'étonne qu'il n'y ait pas chez nous de philosophes, de penseurs... Mais on nous dit depuis si longtemps que tout est pensé d'avance!

Disons le mot: notre système d'éducation est un chef-d'oeuvre d'intégrisme religieux, étayé de formidables structures clérico-politiques. L'intégrisme bloque un nombre effarant d'avenues de recherches en matières profanes. Il brime, il étouffe, ou mieux il endort la curiosité intellectuelle. Et voilà pourquoi votre Province est muette... comme sont intellectuellement — et socialement — muettes toutes les chrétientés où le clergé garde la main-mise sur l'éducation: où sont les penseurs et les novateurs de l'Irlande, de l'Espagne catholique, du Portugal?

EST-CE RÉALISABLE?

Devant un tel état de fait, on comprend la réaction d'un Jean LeMoyne, à qui il apparaît que "la création d'un système d'éducation non con-

(1) Cf. l'article de Maurice Blain, **Cité Libre**, avril 1961: "La guerre de Troie n'a pas eu lieu".

fessionnelle assurerait à beaucoup un salut humain à peine possible dans le contexte actuel..." "Il m'apparaît aussi, dit LeMoyne, que pareille initiative non confessionnelle serait même le salut du système catholique par la réaction d'assainissement et de maturation que déterminerait l'attrait de l'enseignement neutre." Si je comprends bien, selon LeMoyne, la peur pourrait être la meilleure conseillère du clergé, elle l'amènerait à instituer les réformes qu'il s'est toujours refusé à instaurer spontanément.

Mais ce "secteur scolaire laïc, égal en droit et parallèle aux secteurs catholique et protestant" que réclame le Mouvement laïque, est-il réalisable en fait? Dans son récent article à *Cité Libre*, le nouveau président du Mouvement, Maurice Blain, établissait clairement les difficultés à surmonter: "Le premier, d'ordre financier: en effet, comment concilier la dispersion des *neutres* avec la nécessité d'une entité géographique limitée sur laquelle repose toute l'économie de la taxation scolaire; ce qui en fait conduit fatalement à la double imposition, démocratiquement irrecevable et économiquement ruineuse. Le second, d'ordre pédagogique: la juridiction de la loi de l'Instruction publique s'arrête au degré primaire. Même pratiquée à un prix exorbitant, que signifierait une *école neutre* limitée au seul degré primaire, sans autre débouché, vers le secondaire et le supérieur, que le système bi-confessionnel?" Blain énumère, en un raisonnement très serré, tous les obstacles à prévoir, puis il conclut en bonne logique: "Seul un système scolaire public et non-confessionnel à tous les degrés, dans lequel l'Etat pourra assurer le bien commun intellectuel de toute la nation, nous épargnera certaines crises inévitables." (1)

C'est ici que surgit le super-obstacle.

LE SUPER-OBSTACLE

Gérard Filion écrivait, dans *Le Devoir* du 11 avril: "Alors, quels seront les résultats concrets du congrès de samedi dernier? Ils (sic) coaliseront toutes les forces de résistance du Canada français — elles sont nombreuses et puissantes — contre toute modification au système scolaire."

Il ne faut pas perdre de vue ce fait incontestable: une des caractéristiques de la société québécoise, c'est qu'elle constitue, massivement, une chrétienté sans doute malade, mais spirituellement authentique. Ce fait, même s'il coïncide avec celui du "concubinage de l'Eglise et de l'Etat" (LeMoyne), ne me paraît pas devoir y être nécessairement, inséparablement lié. Il est peu vraisemblable que la disparition de ce concubinage, la fin de toute collusion entre clercs et politiciens, entraîneraient l'effondrement de notre chrétienté: au contraire, selon moi, ces lèpres la rongent avec l'efficacité la plus sûre.

Cette chrétienté névrosée mais vivante, il est évident qu'elle n'acceptera pas la neutralité intégrale de l'enseignement, seule conclusion logique aux prémisses des laïcisants. Fût-elle parfaitement saine, elle ne l'accepterait pas davantage. Les chrétiens désirent, partout et toujours, que les maisons d'enseignement que fréquentent leurs enfants soient sous le signe chrétien. A plus forte raison chez nous. Vouloir supprimer ce signe, c'est jouer le jeu de l'aile militante des intégristes. On convaincra aisément notre peuple que la défense de la foi et de la morale exigent le maintien intégral des structures et de l'esprit actuels. On évoquera une fois de plus les vieux spectres: crucifix brûlés et piétinés, clochers détruits, églises profanées... Nos maîtres prendront des airs de victimes... et resteront nos maîtres. Pour un temps mais très long, et qui serait marqué de combien de querelles, de combien de désastres pour tous — surtout pour les jeunes, qui se trouveraient placés dans le champ de tir des deux camps.

C'est au nom de la démocratie que l'on réclame la neutralité scolaire. La démocratie, telle que je l'entends, se traduit en pratique par ceci: la majorité gouverne, et respecte les droits des minorités.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Par le jeu démocratique, les chrétiens du Québec peuvent exiger, ils exigeront en fait — et c'est leur droit — que les écoles demeurent sous le signe chrétien, et que le gouvernement, qui à toutes fins pratiques émane principalement de leurs votes, s'alimente principalement de leurs argents, favorise et subventionne l'enseignement officiel de la religion. Mais nos chrétiens doivent également apprendre que les *neutres* ont droit à l'enseignement neutre. Ce droit, Maurice Blain a raison, ne saurait être satisfait par un régime d'exception, l'option de *dissidence* offerte actuellement. Cet enseignement, les *neutres* doivent pouvoir l'obtenir facilement, commodément, dans toutes les écoles de l'Etat. Pour ce, il faudrait d'abord que nos écoles fussent des écoles d'Etat, ce qu'elles ne sont pas, au niveau secondaire tout au moins, l'enseignement privé étant chez nous érigé en système.

Ceci nous amène à la question d'un Ministère de l'Education. Il n'est que normal qu'un tel ministère soit créé au plus tôt, il est même im-

---

(1) Je tiens à dire ici que je suis un croyant, et que l'établissement d'"un ordre social sans référence à la religion" répugne à ma conscience. Le lecteur est donc prévenu que sur cette question, pour reprendre une distinction chère à Maritain, je m'exprime, non pas **en tant que** laïc (au sens ecclésial du terme), mais du moins en laïc.

pensable que nous ne l'ayons pas encore. C'est la condition essentielle, non pas de la *ré-organisation*, mais de l'*organisation* de notre enseignement, qui, on s'en rend compte de plus en plus, est dans un état de confusion extrême.

Des clercs se récrient: "Jamais! Le Ministère de l'Education, c'est le premier pas vers l'école sans Dieu!" Il faut dire que c'est bien ainsi que l'entendent les laïcisants. Ne s'exagère-t-on pas, de part et d'autre, les craintes et les espoirs? Encore une fois, on ne saurait concevoir, dans cette province, une majorité démocratique qui ne fût pas chrétienne. Aucun gouvernement ne saurait se maintenir au pouvoir si ses chefs ne font profession de foi.(1)

Il nous faut un Ministère de l'Education, et par suite, la transformation en systèmes publics de nos systèmes privés d'enseignement, sans que pour autant le signe chrétien doive et puisse disparaître des institutions ni des programmes. Dans le même ordre d'idée, l'Etat maintiendrait, subventionnerait l'enseignement religieux, dans le cadre des institutions.

Si les *neutres* voient à cela une atteinte à la démocratie, qu'ils pensent à l'atteinte plus grave que constituerait l'imposition, par une minorité, d'une neutralité universelle brimant les droits de la majorité confessionnelle.

Cependant, en toute justice pour les *neutres*, aucun enfant ne devrait, sans l'assentiment de ses parents, être forcé d'assister aux cours de religion. A noter que ce droit d'absentéisme est déjà reconnu aux dissidents dans le système actuel. Aucune pression, de quelque nature que ce soit, ne devrait être exercée, ni directement, ni indirectement. Ceci serait inscrit aux statuts du nouveau système d'enseignement, et promulgué dans toutes les institutions: tout manquement entraînerait des peines sévères. De même, il serait formellement interdit aux professeurs des matières profanes de dissuader les élèves, directement ou indirectement, d'assister aux cours de religion.

Il va sans dire que les matières religieuses ne devraient pas entrer en ligne de compte dans la compilation des résultats d'examens; que toutes les autres matières seraient enseignées selon des normes strictement scientifiques et profanes; que la prière publique se ferait aux cours de religion, que les manifestations religieuses seraient organisées dans leur cadre propre, la paroisse.

---

(1) Je ne mets pas en doute la sincérité de ces chefs. Mais leur foi leur commande-t-elle d'abdiquer aux mains du clergé les responsabilités de l'Etat en matière d'éducation? Quand il a déclaré: "Jamais sous un gouvernement que je dirigerai, etc...", Jean Lesage sait-il à quel point il a déçu, voire dégoûté, nombre de réformateurs sincères? Sait-il quelles armes il a données aux laïcisants comme aux intégristes? — armes qu'ils semblent tout disposés à utiliser pour s'entre-déchirer...

Suis-je utopiste? Comme Gérard Pelletier, "je crois qu'en démocratie les majorités peuvent renoncer à opprimer les droits des minorités". Je crois qu'une chrétienté peut apprendre à respecter la sainte liberté des consciences, celle des non-croyants comme celle des croyants: la chrétienté n'en serait que plus saine, plus forte. Je crois que l'Etat peut se dissocier de l'Eglise sans pour autant divorcer d'avec Dieu. Je crois à la possibilité, pour la sauvegarde de tous les citoyens, d'un concordat entre un Etat adulte et une Eglise également adulte, respectueuse à la fois de ses enfants et des enfants des autres.

Je crois à une saine promotion du laïcat. Je crois que l'heure est venue où les laïcs peuvent et doivent assumer pleinement, sans aucune tutelle cléricale, les responsabilités qui leur sont propres, prendre en mains, dans le plus bref délai possible, la direction de l'enseignement, à tous les degrés. Il y a maintenant chez nous une élite de laïcs, professeurs au plein sens du terme, possédant une culture authentique, vivante — qu'ils ont d'ailleurs souvent puisée ailleurs que dans notre enseignement traditionnel. Qu'ils aient poussé dans des conditions difficiles, dans bien des cas contre le vent intégriste dominant, cela explique en bonne partie qu'ils ne soient pas suffisamment nombreux pour occuper tous les postes(1). Encore qu'il ne faille pas beaucoup de science pour remplacer certains clercs que l'on bombarde parfois professeurs de collèges surtout parce qu'ils sont malades ou inaptes au ministère paroissial. Il faudrait dès à présent utiliser le plus de laïcs possible, au maximum, aux postes-clés dans la mesure où ils sont aptes à les occuper; leur fournir aussi toutes les facilités pour former d'autres professeurs laïcs, en grand nombre.

Je ne prétends pas proposer ici une solution idéale, mais il me semble que c'est de ce côté, dans le sens d'une démarche inspirée du respect le plus intégral des consciences, que se trouve notre seule chance d'une paix scolaire juste et durable, et peut-être aussi la seule chance d'avenir, à plus ou moins longue échéance, de notre chrétienté. ★

---

(1) De toute façon, il ne saurait être question d'exclure systématiquement les clercs de l'enseignement. Bon nombre d'entre eux sont d'une compétence indiscutable, même en matières profanes. Nous priver de leurs services, à quelque degré que ce soit de notre système d'enseignement, équivaudrait à un non-sens, à un gaspillage insensé: nous avons besoin de toutes les forces vives de la nation.

Pour les fanatiques tant du neutralisme intégral que de l'intégrisme, il faudrait conserver le droit de "dissidence" — le droit de fonder des institutions "libres", dont les standards académiques seraient vérifiés par l'Etat, mais qui ne devraient pas compter sur des subventions publiques.

Chez qui sommes-nous donc?

Gérard Pelletier

Plusieurs lecteurs ont exprimé le désir de lire dans CITE LIBRE le texte intégral de ma communication au Congrès de fondation du MOUVEMENT LAIC. Le voici, suivi d'une note sur l'ensemble de la question.

DOIS-JE vous l'avouer carrément?

Je me sens, au milieu de votre réunion, comme l'individu qui se serait laissé entraîner dans un coquetel mondain, sans trop savoir où on l'amenait, et qui brûlerait maintenant d'attirer un autre invité dans un angle du salon pour lui demander à l'oreille: "Chez qui sommes-nous donc?"

Or la situation m'oblige à poser cette question, non pas à voix basse ni en secret, mais tout haut. Et pis encore, il faut que je me donne à moi-même la réponse, puisque c'est cela, en somme, que vous attendez de vos trois panelistes.

Je le ferai, si vous me le permettez, avec la plus grande franchise...

Et je dirai tout de go tout le mal que je pense du nom qui, provisoirement, me dit-on, désigne le groupe qui se réunit aujourd'hui.

L'Association laïque canadienne-française, voilà quatre mots que je n'arrive pas à comprendre, dont le sens m'échappe au premier abord. Et quand je m'efforce d'en approfondir la signification, quand je leur attribue tour à tour un certain nombre de sens possibles, aucun ne me satisfait. Pourquoi? Il n'est peut-être pas inutile de m'en expliquer.

Pour moi, le mot laïque, employé dans un tel contexte, ne peut avoir que deux significations bien précises.

Dans le premier cas, le terme relève du vocabulaire ecclésiastique et désigne, à l'intérieur de l'Eglise, le groupe des fidèles qui, n'ayant jamais reçu les Ordres, se distinguent par là des clercs. Bien entendu, la distinction est importante et je porte dans l'Eglise le titre de laïc, j'accorde à la catégorie qu'il crée et dont je fais partie toute l'attention qu'elle mérite.

Dans l'Eglise, donc, mais non pas au dehors. Je suis un laïc catholique. Mais si l'on veut faire de moi un laïc canadien-français, je ne sais plus bien ce que l'en entend par là. Je trouve qu'on mêle fâcheusement deux termes qui ne relèvent pas de la même institution, un peu comme si l'on demandait à quelqu'un d'agir en tant que député cybernéticien ou de ministre vacciné. Le fait d'être laïque ne m'empêche pas d'être canadien-français, sans doute, mais je ne vois pas ce que viennent faire ensemble ces deux mots accolés l'un à l'autre. Je ne vois surtout pas qu'à l'extérieur de l'Eglise je puisse parler comme laïc ni qu'à titre de laïc je puisse me former en association hors des cadres ecclésiastiques.

Le second sens du mot laïc relève, lui, de l'histoire et plus particulièrement de l'histoire de France. Il rappelle des luttes politico religieuses dont les séquelles n'ont pas fini d'agiter la société française; il désigne un parti, au sens très large du terme, et plus encore une tradition. Parler du parti laïc, dans ce contexte, c'est évoquer M. Homais et le petit Père Combes, c'est ressusciter, face au "parti" catholique des gens de droite, que j'exècre, une autre tendance extrémiste et non moins détestable à mes yeux: celle des anti-cléricaux qui, dépassant la cible, devinrent les ennemis, non plus seulement du cléricalisme mais de toute foi religieuse.

Puisqu'on m'a invité ici en pleine connaissance d'une position religieuse que je n'ai jamais dissimulée, on comprendra qu'une association rattachée à cette tradition-là n'est pas du tout mon affaire.

Ceci dit, ou bien je descends de cette tribune et me retire sans bruit, mais cela non plus n'est guère dans ma nature; ou bien j'oublie une raison sociale qui me paraît fâcheuse pour songer aux problèmes qui nous ont rapprochés, aux inquiétudes que nous avons en commun.

Il existe, dans notre système d'éducation, des anomalies graves, tragiques. Parce que notre société évolue plus rapidement que nos structures, celles-ci recouvrent mal une réalité nouvelle dont elles n'avaient pas à tenir compte quand elles furent mises en place. Notre système scolaire est en passe de devenir un lit de Procuste et nous voyons déjà l'effet des mutilations qu'il occasionne. Notre communauté se retranche des membres, par exemple les protestants de langue française, parce qu'ils n'arrivent pas à s'ajuster dans nos catégo-

ries telles que nous les avons faites; elle impose par ailleurs l'instruction religieuse (je parle ici de faits sociologiques, non de cadres théoriques) à des parents dont la conscience refuse cette formation pour leurs enfants.

A titre de citoyen québécois, participant à la vie sociale de cette province, ces anomalies me répugnent. Je me reconnais le devoir de travailler à les faire disparaître, comme du reste toutes les dispositions de nos structures susceptibles d'engendrer l'injustice. Et pour entreprendre cette lutte, je suis prêt à m'associer, comme il est naturel et nécessaire en démocratie, avec tous les autres citoyens qui ressentent cette injustice.

Je dis: à titre de citoyen et j'insiste sur cette modalité. Ma qualité de laïc n'a rien à voir ici Je tiens au contraire que les clercs eux-mêmes, citoyens comme nous, doivent être au premier rang de cette lutte pour la justice et l'équité, eux aussi à titre de citoyens. Mais vous comprendrez que je ne mène pas non plus ce combat dans la perspective de la tradition laïque française. Comme personne, je puise aux sources chrétiennes le sens de la justice qui m'inspire cet engagement; comment pourrais-je en même temps puiser à ces sources et travailler à les tarir?

Je comprends donc que nous ne sommes pas ici pour discuter un problème religieux mais pour débattre une question politique. Nous sommes tous membres d'une société donnée. Nous croyons tous au respect des consciences, fût-ce pour des raisons personnelles différentes. Nous voulons, comme citoyens, aménager notre société de telle sorte qu'elle ne brime la conscience de personne et qu'elle favorise, dans toute la mesure du possible, l'épanouissement de chaque citoyen sur tous les plans de son activité. Comme objectif global de notre action commune, cela me semble tout à fait valable, voire incontestable et j'accepte d'emblée une telle perspective d'action.

Mais pourquoi, alors, si nous admettons tous que le problème doit être situé de cette façon, pourquoi le groupe que nous formons ne deviendrait-il pas la Ligue pour l'Equité dans l'Enseignement. Ce n'est pas un nom que je propose mais un sens, exprimable sans doute avec d'autres mots plus harmonieux à l'oreille ou mieux adaptés à la mode courante. Je ne tiens pas, pour ma part, à une désignation particulière; je tiens seulement à chasser de la raison sociale toute équivoque. Et je tiens aussi à poser clairement le problème que nous voulons résoudre. Je voudrais que le groupe se donne pour but de répondre à la question suivante:

Comment convient-il de modifier ou de réaménager notre système scolaire, dans les conditions historiques et psycho-sociologiques concrètes de notre vie sociale actuelle (conditions qui doivent absolument être prises en considération par la prudence politique) pour résoudre le problème difficile d'une équité scolaire sinon parfaite, du moins sincère, viable, durable, bienfaisante.

Nous vivons en démocratie. Je crois passionnément, pour ma part, à cette forme de vie politique. Je suis, de plus, un optimiste. Je crois qu'en démocratie, les majorités peuvent renoncer à opprimer les minorités. Je crois encore que des citoyens, quelles que soient leurs convictions religieuses ou a-religieuses personnelles, peuvent raison garder et s'entendre pour réaliser les conditions de la justice.

Si mon optimisme est fondé, le groupe qui se trouve ici peut non seulement amorcer le redressement de torts sérieux causés à des citoyens minoritaires; il peut encore édifier en matière d'enseignement une pensée politique dont nous avons grand besoin.

Mais si au contraire, le sectarisme devait prévaloir; si la majorité s'acharnait à ignorer la justice ou si la minorité succombait à *l'aigreur et au fanatisme des faibles*, nous aurions devant nous tous les éléments d'une lutte violente, propre à envenimer le problème au lieu de le résoudre, susceptible de le transformer, de part et d'autre, en cheval de bataille. Et au-delà de la question scolaire, toute justice oubliée, nous recommencerions, en plus grotesque, le plus noir des luttes politico-religieuses européennes.

★

POST SCRIPTUM

Comme il fallait s'y attendre, les compte-rendus des journaux sur les travaux du congrès ont déclenché un débat qui menace de dégénérer en guerre sainte (verbale).

Ceux qui croient encore aux exigences de la justice et de la vérité doivent faire effort pour ne pas dévaler cette pente.

a) Aucune déclaration enflammée sur "l'école sans Dieu", aucun rappel des "principes sacrés" ne changera les faits: notre système scolaire crée des injustices que nous avons le devoir de corriger.

b) En démocratie, il est bon que les groupes minoritaires s'associent pour la défense de leurs droits.

C'est ce que fait le **Mouvement laïc;** il ne saurait en être blâmé.

c) La foi tout court ne saurait dispenser de la bonne, comme a dit Gide, et je trouve singulier que des journalistes respectés confondent les revendications du **Mouvement laïc** (laïcité **de l'Etat,** création d'un secteur scolaire non confessionnel **en plus** des secteurs catholique et protestant) avec les réclamations échevelées **d'individus** qui participent à un débat ouvert. S'il fallait prendre pour position de l'Eglise toutes les déclarations individuelles de catholiques, de clercs, voir d'évêques, quelle catastrophe!

d) Il importe que le **Mouvement laïc,** comme tout autre graupe réformiste, passe au tamis d'une critique serrée mais cette critique doit être honnête.

e) J'ai personnellement soutenu au congrès que le **Mouvement** aurait tort de retenir le terme "laïc" dans sa raison sociale. J'ai proposé de faire disparaître ce mot, rappel inopportun d'un passé historique (français) propre à réveiller ici de mauvais souvenirs. La proposition a été battue à la majorité d'un vote honnête. Je me suis incliné. Cela ne m'empêchait pas de penser (les faits, je crois, me donnent raison) que l'emploi de ce terme serait interprété par la majorité catholique comme une provocation. Si le **Mouvement** voulait déclencher des débats violents, c'est une réussite. Mais s'il veut corriger des injustices, il a nui à sa cause.

f) Après avoir repoussé la proposition susdite comme reflétant une inadmissible **peur des mots,** la même majorité du congrès a adopté une clause autorisant les membres qui le désirent à faire partie du **Mouvement** à titre clandestin, c'est-à-dire avec la garantie que leur adhésion ne sera jamais connue du public. A mon sens, cela reflète une **peur des choses** inconciliable avec le caractère démocratique d'une association libre et militante.

g) Le **Mouvement laïc** doit au plus tôt, je crois, définir ses positions et la philosophie sur laquelle il veut les appuyer. La logomachie qui a entouré sa naissance me semble dangereuse pour tous et d'abord pour lui-même.

Exemple: définir la laïcité comme "le consentement du citoyen, croyant ou incroyant, à l'arbitrage garanti et institutionnalisé, par l'Etat, entre l'Eglise et la Nation, de deux libertés indissociables, la liberté intérieure de l'acte de foi et la liberté civile de la religion", c'est littéralement se moquer des gens!

Que signifie "arbitrer une liberté"? Je voudrais bien le savoir. Et cet **Etat qui arbitre entre l'Eglise et la Nation** me laisse rêveur...

Je crois pour ma part inutile d'acclimater ici le vocabulaire français en matière de laïcité. Le seul fait qu'il n'existe aucun équivalent anglais du terme "laïcité" indique suffisamment que nous pouvons nous passer de ce terme. Mais puisqu'on semble y tenir, on devrait du moins s'inspirer de définitions établies depuis longtemps déjà et qui ont le mérite de signifier quelque chose, comme par exemple celle de Vialatoux:

"La laïcité, c'est l'expression juridique de la liberté de l'acte de foi religieuse, au regard de l'Etat."

"Une telle laïcité consiste, pour l'Etat, à reconnaître en droit public la liberté de l'acte religieux de foi, à s'interdire de porter les contraintes césariennes et d'exercer même la moindre pression politique sur la conscience religieuse de ses sujets".

Serions-nous des "colonialistes"?

Pierre J. G. Vennat

LA date: mercredi le 5 avril 1961.

L'endroit: Palais de Justice de Roberval, P.Q.

La scène: Un homme de 23 ans est traduit devant le tribunal, sous l'accusation "d'avoir été trouvé en possession d'une bouteille contenant une boisson enivrante." Trouvé coupable, il est condamné, séance tenante, à un mois de prison.

Evidemment, diront certains, c'est un Indien. La loi des Affaires indiennes interdisant à ceux-ci la possession des liqueurs alcooliques, il n'est que normal que notre Indien soit condamné.

Légalement c'est vrai. N'empêche que nous sommes en 1961 et qu'il se trouve encore des gens qui se font condamner à un mois de prison pour avoir une bouteille de bière en leur possession.

Alors que nous dénonçons le racisme de nos voisins du Sud, réclamons l'indépendance de l'Algérie et que sais-je encore... tout en buvant non pas une, mais de multiples bouteilles de bière.

Pourquoi aller chercher en Europe ou en Afrique. Du colonialisme nous en avons chez nous, à notre porte.

Des colonialistes aussi, qu'on en juge par ce texte, éditorial de mars de l'*Apostolat des missionnaires Oblats de Marie Immaculée,* une publication bien canadienne, publiée à Richelieu, dans le comté de Rouville.

"Le sol canadien, est-il besoin de le dire, n'était pas strictement leur propriété (aux Indiens)!

"Car la terre appartient d'abord à l'humanité entière. Elle est confiée à l'un ou à l'autre, en vertu du droit ou de la *violence,* dans le but de lui faire rendre son plein fruit.

"Les premiers colons européens avaient donc le droit d'occuper et de cultiver cette terre en friche."

Et voilà! Les Indiens n'ayant jamais été propriétaires du sol en droit, du moins au sens où nous l'entendons, ni par la violence, puisque nous leur avons cassé la g..., nous sommes probablement autorisés à leur interdire l'usage de boissons alcooliques jusqu'en l'an 3,000 et leur imposer la prison s'ils n'obéissent pas.

Ne sommes-nous pas les propriétaires du sol, à la fois en droit international et par la violence?

★

L'essentiel, est-ce le ciel?

Marthe Henripin

"La plupart d'entre nous éprouvons beaucoup de peine à nous associer aux oeuvres de l'Eglise. Il nous est difficile de nous convaincre que ce que nous avons à y apporter a vraiment de la valeur. Nous avons l'impression qu'on nous est reconnaissant de nous taire. En nous taisant, nous nous trahissons nous-mêmes et nous trahissons le Christ." Pierre Dansereau. (Cité Libre, déc. 1960).

LE point de départ des réflexions qui vont suivre est une activité familière à tout père ou mère de famille: la séance de récitation des leçons du lendemain.

Au menu, ce soir-là, pour ma fille, entre la grammaire (les noms en al font leur pluriel en aux, sauf quatre exceptions) et la géographie (qu'est-ce que l'altitude?), voici les deux questions quotidiennes de catéchisme: Qu'est-ce qu'un mystère? Un mystère est une vérité révélée que nous ne pouvons pas comprendre" — "Quels sont les trois principaux mystères de la religion? La Sainte Trinité, l'Incarnation et la Rédemption."

Que de mots nouveaux en un seul soir! "bal, carnaval, chacal, niveau de la mer, altitude, vérité révélée, Trinité, Rédemption"... Et il en est certains qui me paraissent tellement incompréhensibles pour un esprit de sept ans et demi! Même si je les explique, j'ai la sensation si nette que mon enfant (en 3ème année) apprend des mots et non des réalités. Elle récite comme un perroquet des phrases auxquelles elle n'est même plus intéressée à comprendre quelque chose, depuis des semaines que cela dure.

Et je me rends compte que cette récitation du catéchisme devient une corvée qu'on liquide au plus vite, de sa part comme de la mienne, car trop ardue me semble la tâche: il ne s'agit pas seulement d'expliquer des mots, mais *de présenter tout autrement des réalités identiques*. Par quel bout pourrait-on reprendre tout cela pour l'orienter différemment?

Une phrase lue dans *Cité Libre* (déc. 1960) me revient alors à la mémoire:

"Au terme d'une discussion sur la religion (...) nous nous sommes aperçus qu'un seul d'entre nous, soit un sur sept, était croyant. Et pourtant nous avons été élevés dans des familles catholiques pratiquantes." (P. Charbonneau).

Le lien entre cette récitation sèche et rebutante de mots abstraits et la perte de la foi devient soudain pour moi une évidence.

Et me voici feuilletant, examinant de plus près le *Catéchisme Catholique*.

LE CATÉCHISME, UNE POLICE D'ASSURANCE?

Sur la première page, je lis l'avertissement suivant: Dans ce livre, on trouve:

"Ce que nous *devons* croire,
"Ce que nous *devons* faire,
"Ce que nous *devons* avoir,
pour aller au ciel".

Première réaction possible de l'enfant: Il n'est pas du tout facile d'"aller au ciel" si cela oblige à ingurgiter 217 pages d'un tel charabia.

Et puis cet avertissement de la première page suppose que les enfants ont véritablement envie d'y aller, ce qui n'est pas si sûr: j'en ai souvent entendu me dire: "On va s'embêter." A la rigueur, plusieurs le souhaitent à cause de la crainte d'"aller en enfer" qu'on a su leur inculquer rapidement. Et pour ceux qui y aspirent réellement, de quel ciel d'images pieuses peut-il s'agir?

Quant à tous ces "devons" que l'on retrouve nombreux dans les pages suivantes, assortis de "il faut" tout aussi nombreux, à quelle psychologie de crainte ou de fuite peuvent-ils mener? Comme Dieu doit sembler ennuyeux, lourd, exigeant, trop lourd à ces êtres gratuits que sont les enfants. On en arrive à une formulation dont les termes mêmes se contredisent: No. 685: "Quand sommes-nous *obligés* de faire des *actes de charité* envers Dieu?", c'est-à-dire de l'aimer: l'amour commandé!

Page 2, dès la première question, le catéchisme est présenté comme une assurance: "c'est le livre dans lequel nous apprenons tout ce qui nous est nécessaire pour aller au ciel." Ne s'établit-il pas inconsciemment dans l'esprit de l'enfant cette équation: 10/10 en catéchisme = ciel à la fin de mes jours?

Et voici, à la seconde question, l'introduction de l'Eglise: "Pourquoi l'Eglise catholique nous *commande*-t-elle d'étudier le catéchisme? — Parce qu'elle *doit* nous aider à aller au ciel."

Mais Dieu n'"oblige" pas; il est celui qui se propose, inlassablement, au coeur de l'homme. Et si l'Eglise est là pour nous aider à aimer, est-ce bien en nous *commandant d'étudier* le catéchisme qu'elle le fera?

Dès le début, le catéchisme parait donc un moyen de se poser des questions. Il présente la vie comme une route étroite bordée de garde-fous à l'intérieur desquels *il faut* rester, si l'on veut arriver à un endroit déterminé: le ciel. Si on paie la prime, le salut personnel est assuré.

Un catéchisme assassin de l'espérance! Et en même temps générateur d'anxiété: crainte de s'aventurer au-delà des garde-fous ou de n'avoir pas bien payé sa prime.

Ne serait-il pas plutôt la mise en présence de Quelqu'un qui est une voie que nous pouvons suivre si nous le voulons, l'acceptons, une voie aérée, ouverte au monde, plongée dans l'histoire et dont les garde-fous n'obstruent pas l'horizon. Quelqu'un qui est une façon d'envisager l'existence, un "art de vivre", et non un moralisme: "Ah, vous enseignez *les bonnes idées* à ma fille", me dit un jour le père d'une de mes petites élèves, auquel on me présentait. Quelqu'un qui est à la fois un appel, et une réponse aux questions que nous pose la vie. Et non pas: No 17: "Dieu est un pur esprit infiniment parfait." Quelle relation personnelle peut bien avoir un petit d'homme avec un "pur esprit"?

UN CATÉCHISME ENGENDRANT LE REJET DE DIEU?

Plusieurs se demandent avec angoisse si l'enseignement religieux (aux enfants du primaire) tel qu'orienté actuellement, n'envoie pas tout droit la majorité des enfants à un rejet total. (1)

Et on peut prévoir que ce rejet ne sera pas serein, car l'état de malaise dans lequel se sent plus ou moins tout agnostique sera mis ici sur le compte du clergé, à tort ou en grande partie avec raison:

"Nous sentons que, dans cette Société québécoise en transformation latente et sourde, un mouvement de réaction est entrain de se dégager, fébrile, vibrant et impatient de se mesurer au colosse clérical. Le choc, quand il se produira, sera d'autant plus dur que le contact en aura été retardé par les puissances régnantes." (P. Charbonneau, *Cité Libre*, déc. 1960.)

Ce genre d'affirmations réduit à néant le vieil argument que j'entends encore couramment: "La religion nous a été présentée de cette façon-là et on s'en est bien tiré, les jeunes s'en tireront bien aussi."

Dans ce siècle d'idéologies puissantes qui galvanisent des millions d'êtres de mots d'ordre, de dépassement de soi au service d'une cause, l'insistance sur le salut personnel a vécu.

Il est temps de revenir aux sources: comment faisait-on le catéchisme dans les premiers temps du christianisme? Que l'on écoute saint Augustin, le premier discours de Pierre ou celui d'Etienne, Jésus lui-même instruisant les disciples d'Emmaüs, on se rend compte que pour eux, faire entrer dans la foi voulait dire introduire dans une Histoire Sainte. L'histoire du Royaume de Dieu auquel tous sont invités et à l'extension duquel, en lui et dans le monde, chacun est appelé à travailler. (1)

LE CATÉCHISME, ASSASSIN DU MYSTÈRE

Je pense que le défaut principal de notre catéchisme actuel est de vouloir trop expliquer le mystère, le découper, l'encadrer. Car alors, les raisonnements, la volonté de présenter un système logique prennent le pas sur la Parole de Dieu et lui enlèvent toute sa puissance de "provocation". Cette parole de Dieu qui attaque l'homme!

D'où l'importance dans le catéchisme idéal de l'aspect liturgique: c'est en vivant par exemple l'Eucharistie, le temps de Pâques ou de l'Avent qu'on en saisit peu à peu expérimentalement (si on peut dire) le sens. "Je ne puis croire que si j'existe comme chrétien; et j'existe comme chrétien dans la mesure où ma vie est chrétienne." (Guardini)

Pourquoi ne pas amener les enfants à *accepter le mystère sans réserve et à en faire le début d'une existence nouvelle,* plutôt que de s'évertuer à le leur expliquer? "Il y a des problèmes — ce sont justement les plus profonds — à l'intérieur desquels notre état de voyageurs sur terre nous requiert d'exister plutôt que de les vouloir résoudre", écrivait Newman.

Il n'est pas mieux d'affirmer, lorsqu'on est arrivé au bout des "explications" possibles, qu'on "ne peut comprendre le mystère", qu'il est "caché". Pourquoi Dieu nous cacherait-il des choses, alors qu'Il ne fait que se dévoiler, d'un bout à l'autre de l'histoire?

Que d'horizons cela peut ouvrir quant à la présentation des dogmes! Au lieu d'être ces *vérités* bien précisément formulées mais incompréhensibles, qu'il *faut* croire, si on veut rester dans l'Eglise et aller au ciel, les dogmes servent, comme le dit Guardini, "à préserver dans son intégrité le mystère qu'il y a dans la Révélation." "Toute erreur dogmatique, dit-il, se dresse, au fond, contre le mystère. Toujours elle cherche, dans un sens ou dans l'autre, à partir d'un point ou d'un autre, à dissoudre le mystère."

Tout catéchiste n'aurait-il pas intérêt à réfléchir dans cette optique?

UN CATÉCHISME ENGENDRANT DES ESPÉRANTS ET NON DES LÉGALISTES REMPLIS DE SUFFISANCE

Je pense qu'un catéchisme vivant, générateur de foi, devrait donner aux enfants, peu à peu, à la fois la certitude et l'incertitude.

(1) Cette conception de la religion pouvait passer davantage, et même porter des fruits, dans des siècles qui n'étaient pas le nôtre.

(1) Dès ses premières pages, le Catéchisme Biblique allemand propose aux enfants ce Royaume de Dieu.

Une certitude: l'Amour, le Christ. Dieu est avec moi et avec le monde où il grandit malgré les efforts contraires. La rédemption se développe malgré la résistance, les découragements, les endurcissements de l'homme.

Et l'incertitude: cette réalité du *mystère*, qui sort l'homme de son assurance. L'incertitude qui empêche que soit engendrée l'*indifférence* ("du moment que la prime est payée"), mais laisse en puissance une certaine inquiétude salutaire.

A elles deux, certitude et incertitude feront des espérants, des êtres humbles et cherchant sans cesse, bien loin de la suffisance du légaliste.

Car la foi est-elle autre chose que ce que Guardini appelle une "incertitude espérante dans l'ordre de l'existence".

"Croire, dit encore Newman, c'est être capable de porter des doutes", et ce, au jour le jour, dans les moindres détails de sa vie.

CE QU'ILS AURONT PLUS TARD À REJETER. DES EXEMPLES

Je relève dans le Catéchisme des Soeurs de l'Assomption, qu'avaient mes filles en deuxième année, cet exemple de défloration du mystère par trop de précisions, d'explications: (1) Page 22: "Le Bon Dieu Trinité nous chérit et il prend notre âme pour s'en faire comme un petit salon." Alors que quelques phrases de psaumes de l'Omniprésence garderaient au mystère tout son pouvoir attaquant:

> "Seigneur, tu me sondes et tu me connais; où irais-je loin de ton esprit?
> "Si je monte aux cieux tu y es, si je descends au fond de la mer, t'y voilà.
> "Par derrière et devant tu m'enserres..."

Continuant à feuilleter, je note ces divers exemples de sensiblerie, anthropomorphisme, etc., non pour faire une critique stérile ni de l'esprit à bon marché. Mais pour que l'on touche bien du doigt à quel point il est important de réserver l'avenir, étant donné l'importance du jeune âge quant à la cristallisation des valeurs, réflexes, associations d'idées ou d'images, en ne donnant rien aux enfants qu'ils devront plus tard rejeter:

p. 18: "Dieu est au dedans de l'abeille pour lui apprendre comment faire son miel sucré et au dedans des fleurs pour leur donner leur parfum et leurs belles couleurs."

p. 19: "Avec le Bon Dieu en toi, tu es bien gardé. A ton tour, cache-toi en lui en l'aimant bien gros et tu auras vraiment le ciel sur la terre." (égocentrisme renforcé; et la dimension des autres?)

p. 27: "C'est lui le vrai Dieu qu'il faut adorer". (Teinte d'apologétique inutile et néfaste).

p. 120: "La blanche Hostie où Jésus se cache". (Ceci *est* mon corps, a dit le Christ).

p. 96: Je veux "du jardin de mon âme arracher les défauts jusqu'à zéro", avec dessin à l'appui.

p. 31: L'inflation de l'Ange gardien: "Quand on est tenté d'être méchant, on appelle au secours le cher ange gardien. Et le cher ange chasse loin le vilain démon."

p. 126: "Le Bon Dieu ne peut plus nous aimer autant qu'Il veut, à cause de ces vilains péchés."

LES RÉACTIONS POSSIBLES À CE GENRE D'INEXACTITUDES

La présentation du message religieux, si prudente et bien faite soit-elle, ne donne pas la foi: la foi de l'adolescent, de l'adulte, supposera toujours une option personnelle, pas facile à faire.

Il faut souhaiter que le catéchisme ne la rende pas impossible ou trop difficile: Quand viendra le moment d'élaguer, de rejeter les mièveries, les pieuses inexactitudes, l'adolescent, l'homme pourront-ils départager ce qu'il y a à rejeter de ce qu'ils peuvent garder?

Ils pourront tout rejeter en bloc.

Ou tout garder en bloc (il serait intéressant de faire une incursion dans l'imagerie intérieure évoquée chez certains par les mots carême, péché, ciel, Saint Esprit, etc.)

Ou, ce qui est plus grave, des êtres seront, pendant des années, le terrain d'une lutte entre des visions, des images faussées inscrites en eux et une réalité qu'ils ont découverte différente.

LES "COMMANDEMENTS": MOYENS D'APPRENDRE À AIMER

Je pense que notre enseignement religieux est encore caractérisé par *la crainte de ce paradoxe que représente la parole de Dieu*. La crainte de laisser une porte ouverte sur la réalité toute entière, car alors notre logique ne fonctionne plus.

Il faudrait amener *peu à peu* les enfants à prendre la mentalité de Dieu (si l'on peut dire), leur faisant toucher du doigt tout ce qu'il y a de nouveau, de différent et d'humainement absurde dans cette mentalité de Dieu, en leur présentant tout simplement les Béatitudes, par exemple, ou d'autres affirmations du Christ:

"Bienheureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu." Et en même temps: "Je ne suis pas venu apporter la paix, mais le glaive."

"Qui aura trouvé sa vie la perdra et qui aura perdu sa vie à cause de moi la trouvera."

---

(1) Collection les tout-petits dans le Royaume. **Mon livre d'enfant de Dieu, 2ème année....**

"Qui donc se fera petit comme ce petit enfant-là, voilà le plus grand dans le Royaume des Cieux."

Les "Commandements" pourraient venir ensuite: présentés dans ce contexte, ils prendraient une valeur très positive toute différente de celle qu'ils peuvent avoir dans le tryptique: Bon Dieu – Commandements – Péché (Enfer).

No. 336: La loi: "Pour aller au ciel, il faut observer les commandements."

No. 563: L'infraction: "Le péché actuel est une désobéissance volontaire à la loi de Dieu.

No. 574: La punition: "Dieu nous impose des peines pour nous punir d'avoir désobéi à sa loi et pour nous faire comprendre la très grande malice du péché."

Ceci est à rapprocher de la question 76 du *Catéchisme illustré des Petits Enfants* (6ans): (1).

"Le *bon* Jésus vous *punira*-t-il si vous lui faites de la peine par le péché? (noter encore ici la contradiction dans les termes). – Oui, *il nous enverra en enfer* où nous brûlerons toujours."

J'entends par valeur positive: les commandements vus comme des moyens d'apprendre à aimer, d'acquérir la "mentalité de Dieu". Ce qui laisserait la porte toujours ouverte à la foi: ce n'est pas quand l'enfant connaîtra les commandements et essaiera de les observer qu'il sera sûr d'être dans le Royaume de Dieu. Si on lui laisse percevoir que le Royaume de Dieu n'est pas sanctionné par une évidence extérieure, il ne sera pas désemparé, adulte, de découvrir que le fait d'y appartenir n'est jamais une évidence.

CONSCIENCE PERSONNELLE ET SÉCURITÉ

On pourra ainsi former peu à peu une conscience intérieure personnelle, au lieu de la référence unique et constante aux "cadres". Faire prendre conscience d'une liberté possible, c'est-à-dire du fait que l'amour est un "oui" toujours à redire.

Cela, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne fabriquera pas des êtres sans sécurité, comme le fait au contraire l'enseignement religieux structuré dans des catégories de justice. Combien d'enfants de six ans m'ont déjà dit spontanément: "Quand je ne suis pas sage, maman ne m'aime plus".

Ce que je rapprocherai de cette affirmation du catéchisme des Soeurs de l'Assomption (1ère année):

"Adam et Eve désobéissent à leur Père le bon Dieu. Le Bon Dieu ne peut plus les aimer." (p. 33)

(1) Ce catéchisme a été interdit il y a quelques années, mais certaines personnes continuent, hélas, à l'utiliser. (Fait par la Congrégation de Notre-Dame).

URGENCE D'UNE RÉFORME EN PROFONDEUR QUI SERA ONÉREUSE

La conclusion à ces réflexions est un appel aux responsables de la formation religieuse des nouvelles générations, à ceux que Pierre Charbonneau appelle "les puissances régnantes", qui sont aussi "les serviteurs des serviteurs de Dieu." (Saint Augustin).

Un appel pour une recherche véritable, en toute lucidité et sagesse, des moyens de servir ces serviteurs de Dieu que sont les futurs croyants; et non, devant l'ampleur effrayante de la tâche, un colmatage de brèches, un replâtrage hâtif qui aurait comme corollaire "après nous, le déluge."

Et tout d'abord, on pourrait se demander si tout instituteur, qu'il soit laïc ou religieux, est automatiquement le mieux désigné pour former religieusement les enfants.

En effet, une formation religieuse bien comprise demande un apprentissage particulier, des connaissances spécialisées, la tenue à jour des découvertes et expériences contemporaines, donc du temps.

UN "TRAVAIL" À PLEIN-TEMPS

Il est nécesaire au catéchiste d'avoir le temps de *faire des liens avec les études profanes des enfants:* préhistoire, géographie, histoire des Empires, biologie, physique, astronomie, et le reste. Pour pouvoir suggérer comment tout cela se tient, comment ce que la Révélation apporte s'intègre dans l'histoire profane, et même l'achève.

Il lui faut aussi le temps de donner aux enfants *le sens des réalités spirituelles:* à travers la littérature, l'art, l'histoire humaine leur faire découvrir que la vraie réalité, c'est l'esprit.

Le catéchiste consacre encore un certain temps à des *trouvailles de méthode purement pédagogiques,* à leur mise au point, leur essai.

Et enfin, toute séance de "religion" demande un *temps de méditation personnelle* sur une période liturgique, un sacrement, une parabole et le reste. On ne passe pas sans transition d'un cours d'algèbre à une séance de catéchisme.

Il y aurait en plus les périodes consacrées à l'échange pour des corrections d'ordre pédagogique ou une plus grande sûreté doctrinale.

CONSENTIR À INVESTIR TEMPS ET ARGENT POUR FORMER DE NOMBREUX CATÉCHISTES

Il n'est pas exagéré, on le voit, de parler de plein-temps, et surtout de formation très sérieuse.

S'il y a de l'argent à dépenser quelque part, ne faudrait-il pas l'investir *d'abord* dans la forma-

tion de "chargés de formation religieuse", laïcs ou religieux, et *pas au compte-goutte.*

Si l'on veut bien admettre que l'incroyance a souvent ses racines dans l'enfance, ne vaudrait-il pas mieux faire porter le gros des efforts à la base, c'est-à-dire sur l'éveil de croyants, plutôt que sur des mouvements de ré-éducation religieuse, l'organisation de loisirs, et le reste.

Ces "professeurs" auraient la charge entière de la formation religieuse dans les différentes classes d'une même école, ce qui permettrait de la donner de façon coordonnée. Les moments qu'on y consacrerait pourraient ainsi être plus remplis et moins fréquents, ce qui serait au bénéfice et des études profanes et de la religion elle-même, les enfants n'ayant ainsi pas l'impression d'en être saturés. (1)

FORMATION SÉRIEUSE, MAIS AUSSI VOCATION

La solution d'"encadrement" des instituteurs réguliers, si poussée soit-elle, (manuels rénovés ou plans de leçons établis à grand effort, visiteurs, sessions intensives, et le reste) ne sera toujours qu'un pis-aller. Et même si, grâce à des divers moyens, on réussissait à donner aux instituteurs réguliers une bonne formation religieuse (après combien d'années?), la solution ne serait que temporaire, on s'en rendrait compte dix ou vingt ans plus tard. Et voici pourquoi.

En plus d'une formation sérieuse, je pense qu'il y a une autre exigence: celle du "feu sacré" ou mieux, une participation du catéchiste à "l'esprit maternel de l'Eglise" (c'est-à-dire: qui engendre). Ce qui ne s'improvise pas davantage qu'une formation.

L'homme étant à l'homme le chemin vers Dieu, c'est à la foi des "professeurs" que s'allumera celle des enfants, et non à leurs explications d'ordre intellectuel ou sentimental.

En fait, être catéchiste est une vocation. On ne peut imposer cette tâche à des gens sous le seul prétexte qu'ils sont instituteurs. Mais alors où les prendra-t-on?

Je pense que l'Esprit suscite actuellement ou suscitera les vocations de catéchistes, comme il a toujours suscité ce qui était nécessaire au maintien ou au progrès de telle ou telle partie de l'Eglise, quand on regarde son histoire. "A la vue des foules il en eut pitié, car ces gens étaient las et prostrés comme des brebis qui n'ont pas de berger." (Mt. IX, 36).

DEUX COROLLAIRES AU CATÉCHISME

Je me suis limitée volontairement à l'enseignement religieux proprement dit.

Il y aurait encore le problème des *parents* qui jouent un rôle important dans la formation religieuse des enfants. La plupart du temps, pleins de bonne volonté, ils ne savent comment s'y prendre. Leur foi, généralement authentique, se manifeste-t-elle toujours en accord avec les conditions de vie, la mentalité actuelle dues à l'éclatement des communautés paroissiales jusque là refermées sur elles-mêmes. On pourrait concevoir une certaine éducation des parents par la prédication (dominicale ou autre), et même par l'intermédiaire du catéchisme aux enfants.

Quant au problème de l'insertion de l'enfant dans une *communauté chrétienne* où il peut vivre ce qu'il a découvert, il serait trop long d'en parler ici.

CONCLUSION

Ces idées rejoignent, j'en suis sûre, celles d'un certain nombre de mères qui se trouvent, comme moi, acculées à la récitation quotidienne des deux ou trois questions de catéchisme parmi les autres leçons.

Je me rends compte de la complexité du problème et des difficultés énormes inhérentes à sa solution. Ces réflexions désirent donc n'avoir rien d'acerbe ou de destructeur: il ne faut pas ignorer les prises de conscience déjà faites et les efforts qui s'amorcent.(1)

Elles visent simplement à faire percevoir à un plus grand nombre dans quel sens pourront porter les efforts quant à la différence d'optique sur l'enseignement religieux et quant à ses canaux de transmission, si on veut éviter que l'adulte ait trop de choses à rejeter de ce qu'il a reçu étant enfant.

L'essentiel est bien le ciel, mais on n'y arrivera ni par un raisonnement logique, ni par la mémorisation de propositions dogmatiques. C'est un état dans lequel on entre en vivant quotidiennement cette réalité: la vie est Quelqu'un, la lumière est Quelqu'un: le Christ, qui nous dit: "Je suis la Voie."

A quoi bon des querelles pour une étiquette plus ou moins religieuse des Ecoles si on ne fait pas parallèlement, pour poser les fondements de la Cité de Dieu, des efforts sérieux de mise au point qui iraient dans le sens des réflexions précédentes. ★

---

(1) D'après le "Programme d'études des Ecoles primaires élémentaires" (1959), le nombre d'heures consacrées à l'enseignement religieux (prière, catéchisme, histoire sainte, formation morale) est de 4 h. par semaine, de la 1ère à la 7e année. Ce qui donne, selon un calcul que chacun peut faire facilement:

1 année scolaire et 1 mois, sur 7 ans, utilisés pour le catéchisme.

Dans les classes à divisions multiples (Montréal par ex.), c'est un peu plus:

1 année scolaire et 2 mois, sur 7 ans. (l'année scolaire officielle est de 190 jours de classe).

(1) Je pense en particulier à une équipe de professeurs du Classique et à une équipe de professeurs du Secondaire (9e à 12e année) qui font actuellement un travail fort sérieux de réflexion et d'expérimentation.

Castro a-t-il trahi sa révolution?

Adèle Lauzon

N.D.L.R. Ce texte a été écrit avant le débarquement des troupes du Conseil révolutionaire Cubain.

L'OPPOSITION américaine au régime Castro s'intensifie: appui de plus en plus net du gouvernement aux projets des exilés cubains, entraînement intensif d'une armée d'invasion sur le sol des Etats-Unis et de certaines républiques sud-américaines, sabotage à Cuba, etc. Tout cela semble préparer une nouvelle affaire guatémaltèque.

Cependant il existe une importante différence entre l'intervention américaine au Guatémala en 1954 et une éventuelle invasion de Cuba à l'heure actuelle. Cette différence porte la marque du régime Kennedy. Elle consiste en une préparation cohérente de l'opinion publique, américaine et internationale. En 1954, les Américains n'avaient qu'à apposer l'étiquette *communiste* à un régime pour obtenir un blanc-seing de l'opinion occidentale. En 1961, il faut y aller avec plus d'habileté. L'accroissement de l'influence des pays neutres et les gaffes de la précédente administration en politique étrangère obligent les Etats-Unis à justifier leurs actes. Or, cet art de la justification, le gouvernement Kennedy et son aréopage d'éminents conseillers, semblent le posséder à fond. Il consiste essentiellement à reconnaître les fautes les plus criantes de la précédente administration et à ajouter à la propagande anti-communiste parfois trop simpliste, des arguments d'ordre moral, plus nuancés, destinés à convaincre ceux qui seraient devenus moins perméables à la crainte du communisme.

Le Livre Blanc sur Cuba, publié par Washington au début d'avril est un merveilleux exemple de ce *new look* de la politique américaine. Le texte de ce rapport prépare admirablement les esprits occidentaux à une éventuelle intervention. Tout en traitant de la *menace* que représenterait Cuba pour l'hémisphère occidental, il utilise un argument qui dans nos démocraties a une valeur absolue: celui des élections libres et des libertés constitutionnelles.

LE LIVRE BLANC

Dans le Livre Blanc, le gouvernement américain accuse Castro d'avoir trahi sa propre révolution et d'avoir livré au communisme international, la tête de pont des Amériques.

A première vue, l'argument est saisissant. Lors de son accession au pouvoir, Castro avait en effet promis des élections libres et il ne les a jamais organisées. Il est également vrai que l'influence soviétique à Cuba est de plus en plus forte. D'après des témoins de bonne foi, on ne peut non plus nier que des communistes s'infiltrent dans des postes importants. Enfin, les faits se chargent de compléter cet impressionnant tableau: des milliers d'honnêtes citoyens cubains se sont tournés contre le gouvernement Castro et vont trouver refuge aux Etats-Unis. Grâce à des reportages dans les journaux, l'opinion publique est mise au courant du sort malheureux de ces Cubains, médecins, avocats, professeurs, architectes, etc., jadis prospères, et qui maintenant vivent en Floride souvent dans le dénument le plus complet.

Tout cela est vrai. Mais le Livre Blanc n'en constitue pas moins une violation de la vérité. Il ment par omission. En ce qui concerne la question des élections libres, il ne tient aucun compte de la situation particulière des pays sous-développés. Il ne reconnaît pas la responsabilité du gouvernement américain dans le rapprochement soviético- cubain. Il ne tient pas compte des importantes réalisations du gouvernement Castro. Il ne parle pas de l'amélioration du niveau de vie de la majorité des Cubains. Il ne mentionne pas les effets positifs de la réforme agraire, les améliorations apportées dans le domaine du logement, de la santé, de l'éducation.

LES ÉLECTIONS LIBRES

Tout le monde sait que Fidel Castro n'a jamais été un doctrinaire, c'est-à-dire un homme qui cherche à conformer ses actes et la réalité à une théorie établie d'avance. D'après tous ceux qui le connaissent, c'est un homme qui sent et qui réfléchit, mais jamais en fonction d'un système. Il n'a pas consacré sa vie d'étudiant à rêver d'instaurer dans son pays un régime politique donné, contrairement aux membres du très faible parti communiste cubain de l'époque. Toutes ses énergies, il les consacra à une action intense contre un régime d'oppression odieux. Dans ce pays dominé par une clique de gangsters, tout ce qui comptait pour un homme politique honnête et réaliste, c'était de chasser le tyran. Tout le reste n'était que spéculation.

Il ne s'agit pas de refaire ici l'histoire de la révolution de Castro que tout le monde connaît, et à laquelle les Américains — sur le tard, il est vrai, ont apporté leur bénédiction morale. Aujourd'hui, Washington accuse le gouvernement cubain d'avoir trahi cette révolution. En d'autres termes cela veut dire d'avoir trahi les Américains et un certain nombre de Cubains.

Après avoir remporté sur Batista une victoire militaire que pendant longtemps personne n'avait crue possible, Castro marqua un temps d'arrêt, comme si la révolution était terminée. Pour la classe moyenne qui était enfin débarrassée des gangsters, pour les Américains qui ne pouvaient plus soutenir un régime comme celui de Batista, la chute du tyran constituait un événement souhaitable, le seul changement qu'ils aient souhaité. Pour Castro, le but de plusieurs années de lutte était atteint. Le jeune chef rebelle, vétéran de la guerre révolutionnaire, mais sans expérience dans le gouvernement d'une nation, promit de rétablir l'ancienne constitution libérale et d'organiser des élections. Il ne demandait qu'un peu de temps pour se débarrasser des criminels de l'ancien régime, pour remettre de l'ordre dans ce pays plongé dans la corruption, bref pour préparer les voies de la démocratie.

Mais la chute d'un dictateur ne règle pas forcément tous les problèmes politiques d'un pays. En fait, à Cuba, elle n'avait constitué qu'une phase de la révolution. La plus grande partie restait à faire, c'est-à-dire la transformation au profit de la majorité des Cubains, de toutes les structures sociales. On exigeait de Castro — et il s'y était lui-même engagé — des élections libres pour prouver son esprit démocratique. Mais si les élections sont une manifestation de la démocratie, elles ne suffisent pas à créer de toute pièce la démocratie. Que signifierait donc des élections dans un pays qui depuis des années n'avait connu autre chose que la corruption politique, un régime de caste, un gouvernement dictatorial qui justement avait recours à des élections frauduleuses pour se faire porter au pouvoir? Que pouvait donner une consultation populaire auprès d'une population dont le tiers est analphabète, d'une population particulièrement sensible à la démagogie? Les exécutions qui ont suivi la révolution ont revêtu un caractère spectaculaire, mais en terme de nombre, elles n'avaient éliminé qu'un nombre infime des ennemis du nouveau régime. Les autres n'auraient pas manqué d'utiliser à fond les ressources matérielles considérables dont ils disposent pour procéder à un trucage des élections, trucage d'autant plus facile à opérer que le pays était désorganisé. En fait, le recours au peuple dans un pareil contexte aurait constitué une odieuse parodie de la démocratie.

DANGER DE GUERRE FROIDE

Par ailleurs, Castro avait réussi la première partie de sa révolution grâce surtout à l'appui militant des masses paysannes. Il ne pouvait, une fois arrivé au pouvoir, les renvoyer à leurs conditions misérables. La réforme agraire s'imposait. Mais en procédant à la réforme agraire, le gouvernement cubain se faisait une nouvelle catégorie d'ennemis parmi ses alliés de la veille. D'abord les propriétaires terriens de nationalité cubaine, ensuite les grosses compagnies américaines. En guise de représailles, les Etats-Unis diminuèrent leurs achats de sucre et les difficultés ne cessèrent de s'accumuler sur le chemin de Castro. L'élimination du jeu et de la prostitution à La Havane et plus tard la détérioration des relations cubano-américaines portèrent un coup quasi mortel à l'industrie touristique. Des milliers de Cubains, particulièrement à La Havane en subirent les contre-coups. La socialisation rapide du régime abaissa le niveau de vie des classes moyennes qui peu-à-peu se tournèrent contre Castro. De plus, la tension internationale, le terrorisme anti-Castro, les préparatifs d'invasion des exilés cubains créèrent à Cuba un climat de guerre qui entraîna des restrictions aux libertés civiques. Le blocus économique américain força le gouvernement révolutionnaire à resserrer de plus en plus ses liens avec le bloc soviétique. Ce qui permit aux Etats-Unis de sonner le toccin: Cuba était devenu un bastion du communisme international et menaçait l'hémisphère.

Il est évident que si la situation entre Cuba et les Etats-Unis continue de se détériorer, la guerre froide s'installera de plus en plus dans tout l'hémisphère, car la quasi-totalité de l'Amérique latine est plus ou moins sous l'influence du *cubanisme*.

Personne ne saurait faire grief aux Américains de tenir à leur sécurité et de voir d'un mauvais oeil l'influence soviétique se répandre sur un territoire voisin du leur. Mais si cette prudence légitime avait été le seul souci de nos voisins du sud, leur politique aurait vraisemblablement été le contraire de ce qu'elle n'a cessé d'être. En effet, l'état de sous-développement de la plus grande partie du continent sud-américain, la misère, l'analphabétisme, les ravages causés par des gouvernements corrompus créent dans cette région du monde la nécessité à peu près inéluctable d'une révolution socialiste. L'événement se produisit d'abord à Cuba. Mais au lieu d'une révolution d'inspiration communiste doctrinale, influencée par Moscou, on se trouvait en face d'une révolution purement latino-américaine, à laquelle le parti communiste n'avait pris qu'une part insignifiante (à la dernière minute). De sorte que si les Etats-Unis avaient accepté que Castro instaure dans son pays un régime socialiste, tel qu'il l'entendait, sans lui mettre des bâtons dans les roues, pour préserver les intérêts des compagnies américaines, on aurait pu assister à la naissance d'un socialisme nouveau, original, adapté aux besoins de l'Amérique latine, un socialisme qui, loin de favoriser l'ingérance soviétique dans l'hémisphère, l'en aurait éloigné à tout jamais. Un socialisme purement sud-américain n'aurait en aucun cas constitué une menace à la sécurité des Etats-Unis. En fait, les Américains ne tiennent pas uniquement à leur sécurité. Ils tiennent aussi à préserver leurs intérêts en Amérique latine. C'est

pourquoi ils ne peuvent tolérer un régime socialiste, fût-il complètement indépendant de toute influence du bloc soviétique.

LA MANIÈRE KENNEDY

Le gouvernement Kennedy a apporté certains changements dans la politique américaine à l'égard de l'Amérique latine. Il ne s'agit en fait que d'un changement de *méthodes* rendu nécessaire par l'évolution de la conscience politique en Amérique latine. Autrefois, il suffisait de gaver d'argent des petits roitelets sud-américains, de les équiper d'une bonne police et le tour était joué. Depuis la révolution cubaine, cela ne suffit plus. La lutte contre le socialisme sud-américain exigera des réformes. Le programme d'aide à l'Amérique latine est destiné à subventionner ces réformes. Les Américains sont prêts à donner beaucoup d'argent aux latino-américains. Mais ils ne sont aucunement décidés à les laisser s'administrer comme ils l'entendent. Car le programme d'aide le plus fabuleux sera toujours plus économique que la perte des profits énormes tirés par les Américains des ressources et du travail des Sud-Américains.

Washington se fiche éperdument du sort des Cubains, et se soucie fort peu de leurs libertés démocratiques. En fait, les Etats-Unis ne font pas beaucoup de chichis quand il s'agit d'aider un Franco ou un Salazar ou quelqu'autre dictateur.

C'est pourquoi le Livre Blanc sur Cuba publié par Washington, malgré ses allures moralisatrices, ne constitue qu'une nouvelle phase dans la lutte menée par les Etats-Unis pour préserver leurs intérêts dans l'ensemble de l'Amérique.

Loin de trahir sa révolution, Castro la poursuit, en dépit des obstacles que l'on dresse sur son chemin, en dépit des erreurs qu'il commet. Car si pour l'instant la classe moyenne est défavorisée, le sort des paysans ne cesse de s'améliorer. La situation du logement est meilleure. Le ministère de l'éducation a ouvert 10,000 nouvelles classes et mène une campagne intense contre l'analphabétisme chez les adultes.

D'ailleurs, avec innocence ou cynisme, les exilés cubains eux-mêmes reconnaissent que la majorité du peuple cubain appuie encore fermement le gouvernement Castro.

Et ce n'est pas pour rien que dans certains milieux américains bien informés on s'inquiète des résultats d'une éventuelle invasion de Cuba par les exilés. A cause de la popularité de Castro auprès du peuple cubain et aussi auprès des populations d'Amérique latine, jusqu'à quel point, se demande-t-on, les Etats-Unis pourront-ils appuyer les anti-castristes? On risque des comparaisons avec l'intervention au Guatémala en 1954 ou avec l'intervention franco-britannique à Suez en 1956.

De toute façon, ainsi que l'expliquait il y a quelque temps un représentant du gouvernement cubain, même si une invasion devait se produire, même si elle avait l'appui entier du gouvernement américain, même si le gouvernement Castro devait y succomber, les Etats-Unis n'y remporteraient qu'une victoire provisoire. La révolution serait à refaire.



Les paradoxes de l'orthodoxie

Dans l'ACTION CATHOLIQUE du 15 avril:

"Si l'Eglise a les premiers droits dans l'éducation à cause de sa fin surnaturelle, *viennent ensuite les droits des parents,* fondés eux aussi sur leur paternité; *après ceux de l'Eglise,* parce qu'ils ne sont que d'ordre naturel..."

(Mgr Georges Cabana)

Dans l'ACTION CATHOLIQUE du 17 avril:

"L'éducation des enfants incombe *à la famille d'abord,* à l'Eglise ensuite, enfin à l'Etat".

(Dr Louis-Philippe Roy)

Dans l'ACTION CATHOLIQUE du 17 avril:

"La Fédération des commissions scolaires du Québec professe que la responsabilité première de l'instruction et de l'éducation des enfants relève de leurs parents."

CHRONIQUE DU TEMPS PERDU

Godot au music-hall

Yerri Kempf

Au cours du troisième spectacle de music-hall, présenté à la Comédie Canadienne, ce fut au tour de Clémence Desrochers de revendiquer sa place parmi les valeurs sûres des talents du crû. Son sens de l'observation, son don du raccourci sarcastique, ses inventions corporelles confèrent à son numéro une originalité constante. Je crois qu'il serait temps pour Clémence d'aller faire un tour à Paris et de se tremper dans le creuset de cette ville, véritable forge de personnalités. L'exemple le plus exaltant des réussites du genre passait justement en vedette au même programme: Raymond Devos.

Ce comique stupéfiant qui mêle magistralement la satire au coq à l'âne et passe de la confidence au gag le temps d'un tour sur lui-même, qui marche sur les mains le plus naturellement du monde et jongle avec une aisance savamment maladroite, qui pleure quand toute la salle s'esclaffe pour lui rire au nez lorsqu'elle s'attendrit, et tout ceci dans un rythme toujours spontané et jamais attendu, représente sans aucun doute l'apport le plus remarquable du cabaret parisien de l'après-guerre. Raymond Devos est en quelque sorte le Godot du music-hall contemporain. C'est dire à quel point il "assume notre temps", comme dirait un critique dialectiquement engagé.

PETITES TÊTES, PETITS TALENTS

Que M. André Gillois ait des idées drôles, cela se conçoit; que M. Max Régnier possède le sens du sketch burlesque, cela est encore assuré, mais que tout cela suffise pour réussir une comédie, voilà qui est beaucoup moins sûr. L'ennui — pour le public— est que la direction du Théâtre Stella, sans doute pour en avoir le coeur net, ait éprouvé le besoin de monter "Les petites têtes", pièce dudit Max Régnier, d'après un scénario dudit André Gillois... Hélas, la démonstration est concluante: la pièce est mauvaise. Très mauvaise. Et elle dure trois heures. Comme une bonne pièce. Comme "Lorsque l'enfant paraît", par exemple. Et c'est en songeant à l'irrésistible vaudeville que Roussin aurait tiré d'un pareil sujet, que l'on est obligé de reconnaître que ce n'est pas si facile que ça, le Boulevard!

Néanmoins, le public s'amuse de temps en temps. Il y a des mots d'auteur qui portent, il y a des situations désopilantes et, même, vers la fin de la représentation, on a presque l'impression d'assister à une vraie comédie de moeurs... M. André Cailloux est pour beaucoup dans cette impression. Il donne à son personnage farfelu de "petite tête" de mari une vraisemblance totale. Non pas que les autres interprètes déméritent, mais la mise en scène de M. Ulric Guttinguer n'a pas réussi à masquer les défauts inhérents à leur rôle.

"PÂQUES", UNE RÉSURRECTION QUI NE S'IMPOSAIT PAS

M. Ulric Guttinguer semble d'ailleurs fasciné par les textes les plus rebutants du répertoire dramatique, puisque c'est encore lui qui a déterré "Pâques", la pièce de Strindberg qui ouvre la saison du Théâtre de la Poudrière. Il faut cependant préciser qu'il n'y a pas de commune mesure entre les petits talents de Max Régnier et le sombre génie de l'auteur de "La danse de mort". L'intérêt le moins discutable de "Pâques" est de nous apporter de nouvelles lumières sur le subconscient traumatisé du pauvre Strindberg et ceci, dans une affabulation qu'on croirait tirée des ouvrages du Dr. Sigmund Freud.

Cette rencontre entre les théories, alors pratiquement inconnues, du père de la psychanalyse et la structure d'une oeuvre littéraire me paraît pleine d'enseignement. Ne montre-t-elle pas qu'il y a une évolution générale des idées que l'homme se fait sur lui-même et que ces idées apparaissent à peu près au même moment dans des cerveaux aussi différents, en apparence, que celui d'un psychiatre et celui d'un auteur dramatique!

Mais je crains que le public soit peu sensible à ce genre de considérations et qu'en assistant à une représentation de "Pâques", il aura tout simplement le sentiment de voir une pièce mélodramatique, écrite assez lourdement et datant d'une autre époque. Il aura cependant une satisfaction, celle de découvrir un jeune talent, dont les dispositions pour le métier de comédienne me semblent exceptionnelles. Il s'agit de Mlle Martine Simon qui interprète le rôle d'une demi-folle avec un naturel confondant et poétique.

UNE CARTE SURRÉALISTE, SIGNÉE PAUL BUISSONNEAU

Paul Buissonneau a trouvé au coeur du parc Laurier une salle — très agréable — pour y installer les tréteaux de sa troupe "Le théâtre de Quat'Sous". Sa première réalisation "Les trois chapeaux claque" inaugure les lieux avec bonheur. Il s'agit d'une pièce espagnole des années 30, dont l'auteur Miguel Mihura peut se rattacher au surréalisme. On retrouve chez lui, les thèmes antibourgeois, chers aux enfants de choeur de cette église. Et surtout l'attitude irrespectueuse qui pousse tout véritable surréaliste à dessiner des moustaches aux Jocondes... Le résultat théâtral de cette vision du monde s'avère tout à fait charmant. Nous assistons à la dérive de toute une cargaison d'ineffables fantoches qui font la ronde autour de Don Dionisio, la pâle victime expiatoire, offerte en holocauste sur l'autel de l'affreux mariage bourgeois. François Guillier prête à ce personnage lunaire une exquise fatigue de vivre, une sorte de désenchantement tendre qui font penser à l'"Indifférent" de Watteau. Il y a aussi une ravissante Colombine qui s'appelle Paula et qui est interprétée par une jeune comédienne de langue anglaise: Carole Zorro. Elle n'avait encore jamais joué dans notre langue; eh bien, son coup d'essai la rend tout de suite irremplaçable. Sa grâce physique, sa voix enjôleuse, ses étonnements poétiques ajoutent au texte le poids de l'amour fou... Il faut dire aussi que Buissonneau a trouvé la cadence un peu chaloupée qui convient à la pièce et que les costumes de François Barbeau habillant toute la troupe avec la cocasserie voulue. Il y a enfin un peu de nostalgie qui s'échappe au son de l'accordéon et qui nous montre le chemin parcouru de l'humour rose des années folles d'avant-guerre à l'humour noir de nos clochards de l'Absurde!

★

Une page à desseins ...

Ne suivez pas la flèche!

Gérin-Lajoie: Qu'est-ce qu'il faudrait bien faire pour leur plaire?

PIERRE TANGUAY
6612 VIAU
MONTREAL 36 PQ CAN

torisée comme envoi postal de la deuxième
sse, Ministère des Postes, Ottawa.

J MAITRE DE POSTE, S.V.P.,
non réclamée, retourner après cinq jours à:
E LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

Montreal Baby Tooth Survey

P. O. Box 235 — Snowdon, Montréal

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le "Montreal Baby Tooth Survey" commencera sa campagne vendredi, le 25 novembre. Elle désire obtenir 50,000 dents. L'enquête veut faire une étude sur le strontium 90 absorbé par les enfants dans la province de Québec, étude basée sur une accumulation considérable de dents de lait que les enfants ont perdues.

La retombée provenant des explosions nucléaires contient le strontium 90, matière radioactive. Chez l'animal, il s'amasse dans les tissus riches en calcium tels que les os et les dents, et en particulier dans ces tissus en formation, c'est-à-dire ceux de l'enfant et du jeune animal. Dans la nourriture humaine, environ la moitié du strontium 90 vient du lait, alors que le blé et les légumes en fournissent le reste.

Le "Baby Tooth Survey" est précisément destiné à nous renseigner davantage sur ce problème. Les dents de lait sont très utiles à cette fin, vu la facilité de les accumuler en nombre considérable.

Des feuillets spéciaux ont été imprimés pour expliquer sette enquête. Ces feuillets seront distribués à Montréal par les pharmaciens membres du I.R.D.A. (Independent Retail Druggists Association), et par diverses associations scolaires.

Le "Baby Tooth Survey" a été organisé par un groupe de citoyens et d'hommes de science soucieux de l'intérêt commun et intéressés au problème que représente l'accumulation du strontium 90 chez les enfants. Parmi ceux qui font partie du comité scientifique consultatif, l'on compte le docteur H. G. Dion, doyen de la faculté d'agriculture du Collège Macdonald, le docteur Murray Cunningham, radiologiste à l'hôpital Royal Victoria et le docteur Pierre Dansereau, doyen de la faculté des sciences à l'Université de Montréal.

Si vous désirez d'autres renseignements sur l'enquête, vous êtes prié de vous adresser à "The Montreal Baby Tooth Survey", Boîte Postale 235, Bureau de Poste de Snowdon, Montréal, ou téléphoner à HU 4-7113.